



*Secrétariat aux affaires acadiennes et francophones
Loi sur les services en français*

RAPPORT ANNUEL

2024-2025



TABLE DES MATIÈRES

Message du ministre	4
Vue d'ensemble de la <i>Loi sur les services en français</i>	5
Mise en œuvre de la <i>Loi sur les services en français</i>	8
Activités et capacité.....	15
Prochaines étapes	41
Coordonnées	42

LOI SUR LES SERVICES EN FRANÇAIS

Message du ministre

La population acadienne et francophone de la province fait partie intégrante de l'identité de l'Île-du-Prince-Édouard. Outre son rôle important dans l'histoire de la province, cette communauté dynamique continue d'avoir une influence profonde et positive sur la vitalité et la prospérité de l'Île. C'est dans le but de mettre en valeur ce riche patrimoine que le gouvernement a approché des acteurs clés en 2025 afin d'étudier la possibilité de proclamer le mois d'août «Mois du patrimoine acadien». En tant que ministre responsable des Affaires acadiennes et francophones, j'espère que cette célébration provinciale annuelle s'appuiera sur les célébrations traditionnelles de la Fête nationale de l'Acadie pour offrir de nouvelles possibilités de sensibiliser tous les Insulaires à l'existence et aux contributions de la communauté acadienne et francophone à l'Île-du-Prince-Édouard. Je me réjouis à l'idée de poursuivre l'engagement envers cette merveilleuse possibilité en 2025-2026.



La communauté acadienne et francophone est au cœur des initiatives du gouvernement en matière de services en français. Dans ce contexte, je tiens à féliciter le Comité consultatif de la communauté acadienne et francophone pour son travail dans ce domaine en 2024-2025. Le comité a organisé des groupes de discussion avec des intervenants de la communauté dans le cadre du processus de planification des consultations publiques à venir sur les priorités en matière de services de la communauté acadienne et francophone, prévues pour l'automne 2025. Ce travail préparatoire, les consultations ainsi que l'analyse de suivi seront essentiels pour orienter les efforts du gouvernement visant à améliorer ses services en français.

En février 2025, j'ai été ravi de participer à la première Journée Bonjour organisée pour le personnel bilingue de la fonction publique provinciale. J'ai été heureux de pouvoir remercier les participantes et participants pour tout ce qu'ils font afin de permettre au gouvernement d'offrir des services en français. C'est leur travail qui donne vie à la *Loi sur les services en français*. Cet événement avait pour but de créer une communauté de pratique pour ces employées et employés afin de les soutenir et de les autonomiser dans leurs fonctions. La Journée Bonjour leur a permis d'améliorer leurs compétences linguistiques, de développer leur confiance en leur capacité de parler en français, de rencontrer d'autres membres bilingues de la fonction publique, de nouer des liens, de faire du perfectionnement professionnel et de découvrir des ressources pour la prestation de services en français, ainsi que d'explorer divers aspects de la culture francophone. L'événement a été un succès et les commentaires ont été enthousiastes. Il y aura à nouveau une Journée Bonjour en 2025-2026, et les efforts visant à développer une communauté de pratique stimulante pour les employées et employés bilingues de la fonction publique vont se poursuivre.

Je vous invite à lire le rapport 2024-2025 sur la *Loi sur les services en français*. Il met en lumière de nombreuses autres mesures prises par le gouvernement pour fournir des services en français et soutenir la communauté acadienne et francophone dans le but de préserver la langue française à l'Île-du-Prince-Édouard pour les générations futures.

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Gilles Arsenault".

Gilles Arsenault
Ministre responsable des Affaires acadiennes et francophones

LOI SUR LES SERVICES EN FRANÇAIS

Vue d'ensemble de la *Loi sur les services en français*

La *Loi sur les services en français* est entrée en vigueur en décembre 2013. Elle concrétise l'engagement du gouvernement à soutenir la communauté acadienne et francophone et à préserver la langue française à l'Île pour les générations futures.

Le Règlement général énumère les 22 institutions gouvernementales assujetties à la *Loi*, décrit les services désignés et définit l'offre active des services désignés. Le tableau qui suit présente les services désignés en date du 31 mars 2025.

Institution gouvernementale	Service désigné
Ministère de l'Éducation et de la Petite enfance	<p>Services offerts en personne à la bibliothèque publique d'Abraham-Village, à la bibliothèque publique Dr.-J.-Edmond-Arsenault (Charlottetown) et à la bibliothèque publique J.-Henri-Blanchard (Summerside)</p> <p>Processus en ligne pour ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none">(a) demander un prêt interbibliothèque auprès d'une bibliothèque publique;(b) suggérer un achat au Service des bibliothèques publiques;(c) demander une carte de bibliothèque publique;(d) s'inscrire pour recevoir des services de bibliothèque publique accessibles;(e) faire une demande en ligne de recommandation pour une équipe de bien-être scolaire;(f) soumettre un compliment ou une plainte concernant une équipe de bien-être scolaire;(g) demander une attestation de l'achèvement du programme de leadership pour administratrice ou administrateur scolaire de l'I.-P.-É. ou d'une équivalence;(h) demander un brevet d'enseignement;(i) demander une vérification de l'admissibilité à faire de la suppléance;(j) demander une autorisation d'assistante ou assistant en éducation;(k) demander une certification dans le cadre de l'<i>Early Learning and Child Care Act</i> (loi sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants);(l) soumettre de la rétroaction ou une plainte à propos des services d'apprentissage et de garde de jeunes enfants;(m) s'inscrire à l'examen de compétences langagières du DELF. <p>Services d'accompagnement offerts aux éducatrices et éducateurs de la petite enfance</p>
Ministère de la Santé et du Mieux-être	<p>Service d'information de télésanté – 811</p> <p>Processus en ligne pour ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none">(a) s'inscrire au Programme d'emploi d'été pour étudiantes et étudiants en soins infirmiers;(b) s'inscrire comme donneur d'organes ou de tissus.

LOI SUR LES SERVICES EN FRANÇAIS

Ministère du Développement social et des Aînés	211 Î.-P.-É.
Ministère des Transports et de l'Infrastructure	<p>Service de renseignements aux voyageuses et voyageurs – 511</p> <p>Panneaux de signalisation routière (sauf ceux d'arrêt, à messages variables, comportant des noms propres, affichant les mots «Trans Canada Highway»)</p> <p>Services offerts en personne au centre Accès Î.-P.-É., à Wellington</p> <p>Processus de demande en ligne pour une plaque d'immatriculation personnalisée</p> <p>Processus de signalement d'un problème routier ou d'un problème de circulation par courriel ou message texte</p>
Bureau du Conseil exécutif	<p>Processus de demande en ligne pour Contribuons à l'Î.-P.-É.</p> <p>Services d'orientation générale au Foyer Summerset</p> <p>Services d'examen de la situation financière dans le cadre du Programme de subventions pour les soins de longue durée au foyer Summerset</p> <p>Services de réception au foyer Summerset</p> <p>Soins dentaires au foyer Summerset</p>
Santé Î.-P.-É.	<p>Processus en ligne pour ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) s'inscrire pour obtenir une ou un médecin de famille ou une infirmière praticienne ou un infirmier praticien; (b) soumettre un compliment ou une plainte; (c) demander un examen de dépistage cervical; (d) demander une trousse de dépistage du cancer colorectal à domicile; (e) demander une correction de renseignements personnels de santé; (f) demander une carte-santé; (g) demander le renouvellement d'une carte-santé; (h) faire une demande pour le programme de médicaments génériques; (i) faire une demande pour des billets d'autobus subventionnés pour des déplacements à des fins médicales hors province; (j) demander à faire du bénévolat dans un foyer de soins de longue durée.
Innovation Î.-P.-É.	Programme de partenariat culturel communautaire
Musée et Fondation du patrimoine de l'Île-du-Prince-Édouard	<p>Tous les renseignements dans le cadre des expositions permanentes et temporaires au Musée acadien</p> <p>Tous les services offerts en personne au Musée acadien</p>

On peut lire la description détaillée des services désignés dans le *Règlement général* :
https://www.princeedwardisland.ca/sites/default/files/legislation/f15-2g-french_language_services_act_general_regulations_1.pdf

LOI SUR LES SERVICES EN FRANÇAIS

Selon la *Loi*, les **services désignés** doivent être offerts en français ou en anglais, au choix de la personne, et être d'une qualité comparable dans les deux langues. On doit aussi en faire l'offre active pour informer la population qu'un service est disponible dans les deux langues. Les services sont désignés par le gouvernement en tenant compte des priorités de la communauté et de la capacité du gouvernement. La désignation d'un service se fait par l'entremise du règlement.

Pour ce qui est de la **correspondance** et des **consultations publiques**, la *Loi* stipule que le gouvernement doit répondre en français, par écrit, à la correspondance reçue en français, et que lors de consultations publiques, il doit offrir à la population l'occasion d'y participer en français.

L'application de la *Loi* et de son règlement relève du **ministre responsable des Affaires acadiennes et francophones**.

Le **Comité consultatif de la communauté acadienne et francophone** conseille le ministre responsable des Affaires acadiennes et francophones sur toute question ayant trait à cette communauté dans la province, notamment ses priorités en matière de services en français.

Chaque institution gouvernementale assujettie à la *Loi* est tenue de nommer une coordonnatrice ou un coordonnateur des services en français. Un **comité formé des coordonnatrices et coordonnateurs des services en français** facilite l'échange d'informations et aide les institutions gouvernementales à respecter leurs obligations au titre de la *Loi*. La *Loi* prévoit aussi l'élaboration de plans et de rapports annuels par les institutions gouvernementales. Ce processus permet aux institutions de planifier chaque année des actions dans le but d'améliorer leurs services en français et d'ensuite faire état de la mise en œuvre de leur plan.

Le **Secrétariat aux affaires acadiennes et francophones** est responsable de l'application de la *Loi* et de son règlement. Le Secrétariat fournit également un soutien opérationnel au Comité consultatif de la communauté acadienne et francophone, et préside le Comité des coordonnatrices et coordonnateurs des services en français établi par la *Loi*.

La *Loi* exige aussi que le **ministre responsable des Affaires acadiennes et francophones** dépose devant l'Assemblée législative un **rapport annuel** décrivant les activités du Secrétariat aux affaires acadiennes et francophones et des institutions gouvernementales assujetties à la *Loi* (le présent rapport).

Une **agente ou un agent aux plaintes**, nommé par le ministre responsable des Affaires acadiennes et francophones, est chargé de traiter, le cas échéant, les plaintes déposées en vertu de la *Loi*.

LOI SUR LES SERVICES EN FRANÇAIS

Mise en œuvre de la *Loi sur les services en français*

MINISTRE RESPONSABLE DES AFFAIRES ACADIENNES ET FRANCOPHONES

La *Loi* exige que le ministre responsable des Affaires acadiennes et francophones dépose devant l'Assemblée législative un rapport annuel décrivant les activités du Secrétariat aux affaires acadiennes et francophones et des institutions gouvernementales assujetties à la *Loi*. Le ministre doit aussi nommer une agente ou un agent aux plaintes chargé de traiter, le cas échéant, les plaintes déposées en vertu de la *Loi*.

Le ministre joue un rôle horizontal important pour faire avancer le Plan d'action stratégique pour l'immigration francophone et améliorer l'offre de services en français dans l'ensemble du gouvernement.

SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES ACADIENNES ET FRANCOPHONES

Le Secrétariat aux affaires acadiennes et francophones conseille le gouvernement quant à la prestation de programmes et de services en français en veillant à ce que ces derniers s'alignent sur les besoins prioritaires de la communauté acadienne et francophone. Il appuie aussi les institutions gouvernementales lorsqu'il est question de la communauté acadienne et francophone de l'Île-du-Prince-Édouard.

De plus, le Secrétariat est chargé de l'application de la *Loi sur les services en français* et de son règlement général. Il doit ainsi appuyer le travail de l'agente ou l'agent aux plaintes nommé dans le cadre de la *Loi*. Il fournit un soutien administratif au Comité consultatif de la communauté acadienne et francophone et préside le Comité des coordonnatrices et coordonnateurs des services en français, en plus de siéger au Réseau intergouvernemental de la francophonie canadienne et d'appuyer le ministre au sein du Conseil des ministres sur la francophonie canadienne.

Le Secrétariat gère deux ententes financières, soit l'Entente Canada–Île-du-Prince-Édouard relative aux services dans la langue de la minorité et l'Accord de coopération et d'échanges entre le Québec et l'Île-du-Prince-Édouard, qui lui permettent d'améliorer les services en français et de contribuer à la vitalité de la communauté acadienne et francophone de l'Île.



LOI SUR LES SERVICES EN FRANÇAIS

COMITÉ CONSULTATIF DE LA COMMUNAUTÉ ACADIENNE ET FRANCOPHONE

Le Comité consultatif de la communauté acadienne et francophone (CCCAF), qui existe depuis 1977, joue un rôle essentiel dans la mise en œuvre de la *Loi*. Il conseille le ministre sur les priorités de la communauté acadienne et francophone de l'Île, la désignation des services, la prestation des services en français et toute autre question liée à cette communauté.

Le comité se compose de dix membres, soit un membre pour chacune des six régions acadiennes et francophones (Prince-Ouest, Évangéline, Summerside-Miscouche, Rustico, Charlottetown et Kings-Est) et quatre autres membres à titre particulier, y compris la présidence.

Voici la liste des membres pour 2024-2025 :

- Jacinthe Lemire, présidente (à compter d'août 2024)
- Denis Morais, région de Prince-Ouest
- Imelda Arsenault, région Évangéline
- Maïté Mézierre, région de Summerside-Miscouche
- Michelle Pineau, région de Rustico
- Zain Esseghaier, région de Charlottetown
- Tara McNally MacPhee, région de Kings-Est
- Alexia Riche, membre à titre particulier
- Simon Frizzell, membre à titre particulier (à compter d'août 2024)
- Jennifer Cannell, membre à titre particulier

Un membre du comité siège au conseil d'administration du Réseau Santé en français Île-du-Prince-Édouard.

Priorités de la communauté acadienne et francophone

Afin de bien conseiller le ministre sur les priorités de la communauté acadienne et francophone, le CCCAF a recensé les priorités pour les exercices 2023-2026 en effectuant un sondage auprès de la communauté acadienne et francophone à l'automne 2022. Les priorités suivantes ont été mises en avant pour l'exercice 2024-2025 :

- Éducation
- Petite enfance
- Santé
- Aînés
- Patrimoine et culture
- Immigration
- Justice

LOI SUR LES SERVICES EN FRANÇAIS

Le comité a également noté qu'une priorité égale devrait être accordée aux services en personne, en ligne et par téléphone. Les priorités susmentionnées resteront les mêmes pour l'exercice 2025-2026. Les institutions gouvernementales s'appuient sur ces priorités pour élaborer les plans et les rapports annuels qu'elles sont tenues de préparer selon la *Loi*.

En 2024-2025, le CCCAF s'est réuni quatre fois comme suit :

- Deux réunions virtuelles
- Deux réunions en personne, une accueillant le ministre responsable des Affaires acadiennes et francophones et l'autre la Société acadienne et francophone de l'Î.-P.-É. (SAFÎle)

L'agente aux plaintes et la superviseure du Service de traduction ont également été invitées à des réunions afin de permettre au comité d'en savoir plus sur le mécanisme de plainte et les services de traduction du gouvernement. Le comité a également organisé des groupes de discussion avec des parties prenantes dans le cadre du processus de planification de la consultation publique qui se tiendra à l'automne 2025. Les principaux objectifs des groupes de discussion étaient de permettre au comité d'élaborer un sondage qui maximisera les possibilités pour la communauté de donner son avis.

Le comité a reçu une lettre du ministère de l'Éducation et de la Petite enfance en réponse à son rapport sur le secteur de la petite enfance en français. (Ce rapport a été soumis au ministre responsable des Affaires acadiennes et francophones en 2023-2024.) Le comité a réagi positivement aux progrès et au soutien concret décrits dans la lettre.

Le comité a poursuivi ses travaux sur des rapports thématiques reflétant les besoins et les défis de la communauté acadienne et francophone dans des secteurs clés, notamment les services de santé offerts aux aînés en français. Le comité a également exploré l'idée d'un Mois du patrimoine acadien pour la province de l'Île-du-Prince-Édouard et a fait part de ses réflexions au ministre.



LOI SUR LES SERVICES EN FRANÇAIS

COORDONNATRICES ET COORDONNATEURS DES SERVICES EN FRANÇAIS ET COMITÉ

Les coordonnatrices et coordonnateurs conseillent et soutiennent leur institution en ce qui concerne les programmes et les services en français. Ils s'occupent aussi du traitement des plaintes déposées contre leur institution en vertu de la *Loi*. De plus, ils jouent un rôle clé dans la préparation des plans et des rapports annuels qui doivent être produits par les institutions gouvernementales selon la *Loi*.

Chaque institution gouvernementale assujettie à la *Loi* est tenue de nommer une coordonnatrice ou un coordonnateur des services en français. Au cours de l'exercice financier 2024-2025, toutes les institutions gouvernementales pouvaient compter sur les services d'une coordonnatrice ou d'un coordonnateur.

La *Loi* prévoit la création d'un comité des coordonnatrices et coordonnateurs présidé par le Secrétariat aux affaires acadiennes et francophones. En 2024-2025, ce comité s'est réuni à deux reprises. Deux autres réunions ont eu lieu juste avant et après l'exercice financier. L'une quelques jours avant le début de l'exercice financier, à la fin mars 2024, et l'autre peu après la fin de l'exercice financier, le 23 avril 2025. Les réunions se sont déroulées virtuellement.

Au cours de l'année, les membres du comité ont bénéficié d'informations détaillées et de mises à jour sur l'évolution de plusieurs initiatives et programmes nationaux, régionaux et provinciaux ayant une influence sur le développement et la prestation actuels et futurs des services en français dans la province. Ces dossiers comprenaient la mise en œuvre de la *Loi sur les langues officielles* du Canada, la politique et les procédures révisées du Service de traduction du gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard, ainsi que les meilleures façons de tirer parti des formulaires en ligne et du Service de traduction afin d'accroître les services en français.

En 2024-2025, le Secrétariat a collaboré avec les coordonnatrices et coordonnateurs afin d'élaborer une trousse d'outils destinée à aider les institutions dans le traitement des plaintes faites en vertu de la *Loi*. L'un des principaux objectifs de cette trousse d'outils était de garantir que les plaintes soient traitées de manière efficace et uniforme et conformément à la *Loi*.

Le Secrétariat a également collaboré avec les coordonnatrices et coordonnateurs à la mise à jour du mandat du comité des coordonnatrices et coordonnateurs. Le mandat révisé décrit de manière plus complète leur rôle et leurs responsabilités dans le cadre de leur participation au comité. Enfin, le Secrétariat a préparé une trousse d'outils avec leur aide visant à encourager les institutions à soumettre des projets pour l'amélioration des services en français dans le cadre de l'Entente Canada-Î.-P.-É. relative aux services dans la langue de la minorité.



LOI SUR LES SERVICES EN FRANÇAIS

MÉCANISME DE PLAINTES ET AGENTE OU AGENT AUX PLAINTES

Le mécanisme de plaintes prévu par la *Loi* permet aux membres du public de faire une plainte lorsque :

- un service désigné ne leur est pas fourni en français;
- la qualité d'un service désigné qui leur est fourni en français n'est pas comparable à la qualité de ce service en anglais;
- une institution gouvernementale assujettie à la *Loi* n'a pas pris les mesures prévues dans le *Règlement général* pour faire savoir au public qu'un service désigné était offert en français ou en anglais, au choix de la personne;
- une institution gouvernementale assujettie à la *Loi* n'a pas répondu en français à de la correspondance reçue en français;
- une institution gouvernementale assujettie à la *Loi* n'a pas donné au public l'occasion de participer à une consultation publique en français.

Le mécanisme de plaintes comporte deux niveaux : la plainte est d'abord traitée par la coordonnatrice ou le coordonnateur des services en français de l'institution en question, puis transmise à l'agente ou l'agent aux plaintes si nécessaire. En 2023-2024, Julie Gilman a été nommée agente aux plaintes en vertu de la *Loi* et a continué d'assumer ce rôle en 2024-2025.

En 2024-2025, une seule plainte a été déposée en vertu de la *Loi*.

Institution gouvernementale	Objet de la plainte	Résultat
Ministère des Transports et de l'Infrastructure	Un nouveau panneau de réduction de la vitesse dans une zone scolaire a été installé en avril 2024 dans la ville de Charlottetown. Le panneau est équipé d'un radar de vitesse. Tous les éléments du panneau (limite de vitesse, zone scolaire et radar de vitesse) sont uniquement en anglais. (Plainte déposée le 26 avril 2024)	La plainte a été rejetée par l'institution parce que le panneau avait été installé par la Ville de Charlottetown et n'était pas un panneau érigé ou entretenu par le ministère des Transports et des Infrastructures. Une lettre a été envoyée par le Ministère pour répondre à la plainte.

Un document résumant le processus de plaintes est accessible en ligne et fait partie de la version papier du formulaire de plainte. Les plaintes peuvent être faites par la poste, par courriel ou en ligne.

LOI SUR LES SERVICES EN FRANÇAIS

PLANS ET RAPPORTS ANNUELS DES INSTITUTIONS GOUVERNEMENTALES

La *Loi* prévoit l'élaboration de plans et de rapports annuels par les institutions gouvernementales. Ce processus permet aux institutions de planifier chaque année des actions visant à accroître ou à améliorer leurs services en français et d'ensuite faire état de la mise en œuvre de leur plan.

La *Loi* demande aux institutions de fournir, dans leur plan annuel, des renseignements sur ce qui suit :

- les services, parmi ceux qu'elles offrent, qui sont prioritaires pour la communauté acadienne et francophone;
- leur capacité à offrir des services en français;
- la prestation de leurs services désignés en français, le cas échéant.

Dans leur rapport annuel, les institutions doivent également fournir des renseignements sur les plaintes qu'elles ont reçues quant au respect de la *Loi*.

Les points saillants des plans et rapports annuels sont présentés dans la section *Activités et capacité* du présent rapport. Pour l'exercice 2024-2025, toutes les institutions gouvernementales assujetties à la *Loi* ont soumis leur plan et toutes ces institutions ont soumis leur rapport, à l'exception de la Commission des accidents du travail.

ENTENTES DE FINANCEMENT

Comme mentionné, le Secrétariat aux affaires acadiennes et francophones gère deux ententes intergouvernementales :

L'**Accord de coopération et d'échanges entre le Québec et l'Île-du-Prince-Édouard** est un mécanisme qui permet le financement conjoint de projets visant la communauté acadienne et francophone par les deux provinces. En février 2025, les gouvernements de l'Île-du-Prince-Édouard et du Québec ont mené des négociations et consulté des organismes communautaires afin de préparer le renouvellement de l'accord actuel. Au cours des consultations, les gouvernements ont fait la promotion des possibilités de financement offertes par l'accord, et les participantes et participants ont donné leur avis sur la façon dont l'accord a été utilisé depuis 2017. Le gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard prévoit renouveler cet accord avec le Québec en 2025-2026.

L'**Entente Canada-Î.-P.-É. relative aux services dans la langue de la minorité** offre du financement appuyant le Secrétariat, le CCCAF et les institutions gouvernementales dans la réalisation de projets visant à développer les services en français.

Le plan stratégique 2023-2028 de l'Entente Canada-Î.-P.-É. relative aux services dans la langue de la minorité énonce trois objectifs stratégiques :

- Soutien interne aux structures administratives et renforcement des cadres;
- Soutien à l'élaboration, à la planification et à la prestation de services et de programmes publics;
- Communications et consultations avec la communauté acadienne et francophone.

LOI SUR LES SERVICES EN FRANÇAIS

Dans le cadre de l'entente, le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard investissent chacun 1 703 700 dollars par an. Au cours de l'exercice 2024-2025, 13 projets ont été financés. Ce financement a permis de soutenir des programmes et des services en français dans les domaines suivants :

accès à l'information

- culture et patrimoine
- santé
- ressources humaines
- justice
- aînés

Parmi les initiatives :

- création d'un site Web proposant du contenu bilingue sur les droits de la personne
- soutien à la formation en français des fonctionnaires
- soutien à l'élaboration d'un nouveau programme de formation sur l'offre active
- poursuite du développement d'un programme de jour pour les personnes âgées francophones du comté de Prince
- poursuite du développement des services de soins à domicile pour les personnes âgées

L'entente a également fourni du financement pour 27 postes désignés bilingues :

- accès à l'information (1)
- arts et culture (1)
- environnement (1)
- santé et et mieux-être (4)
- justice (2)
- ressources humaines (3)
- services sociaux (1)

Les 14 autres postes financés par l'entente sont des postes offrant des soins dans les voisínages bilingues des foyers Beach Grove et Summerset.

LOI SUR LES SERVICES EN FRANÇAIS

Activités et capacité

NOUVEAUX SERVICES DÉSIGNÉS

Le tableau des services désignés présenté aux pages cinq à six du présent rapport comprend les trois nouveaux services en français que l'on a désignés en 2024-2025. La liste combinée des 43 services désignés existants et nouveaux se trouve dans le *Règlement général*. Le *Règlement général* ainsi modifié a été promulgué en janvier 2025.

Voici les trois nouveaux services en français qui ont été désignés en 2024-2025 :

Ministère de l'Éducation et de la Petite enfance – deux services

Processus en ligne pour :

- soumettre de la rétroaction ou une plainte à propos des services d'apprentissage et de garde de jeunes enfants;
- s'inscrire à l'examen de compétences langagières du DELF.

Innovation Î.-P.-É. – un service

- Fonds culturel acadien et francophone



LOI SUR LES SERVICES EN FRANÇAIS

POINTS SAILLANTS DES INITIATIVES ET ACTIVITÉS DES INSTITUTIONS GOUVERNEMENTALES

Le tableau qui suit présente certaines des activités et initiatives entreprises par les institutions assujetties à la *Loi sur les services en français* pour mettre en œuvre la *Loi* et offrir des programmes et services en français.

Institution gouvernementale	Points saillants
Agriculture	<ul style="list-style-type: none">Le Ministère a réalisé un sondage sur le gaspillage alimentaire, en anglais et en français.Le questionnaire de satisfaction des Laboratoires d'analyse de l'Î.-P.-É. est fourni aux clients en anglais et en français.Lorsqu'une demande ou un formulaire de soumission d'échantillons est reçu en français, le système de rapport des Laboratoires d'analyse de l'Î.-P.-É. déclenche la génération de rapports et de correspondance en français. De même, si un client communique en français par téléphone ou par courriel, on lui répond en français avec l'aide de membres du personnel bilingues évalués par la Commission de la fonction publique.
Développement économique, Innovation et Commerce	<ul style="list-style-type: none">Le Ministère a examiné les services en ligne, les pages Web et les formulaires de demande qu'il offre au public. Un certain nombre de sites Web ont été ciblés pour être traduits en français au cours de l'exercice 2025-2026.REMARQUE : Innovation Î.-P.-É. représente une part importante du portefeuille ministériel. D'autres faits saillants du ministère du Développement économique, de l'Innovation et du Commerce sont donc décrits à part, sous la rubrique d'Innovation Î.-P.-É.



LOI SUR LES SERVICES EN FRANÇAIS

Éducation et Petite enfance	<ul style="list-style-type: none">Le Ministère a accordé des bourses d'études à des personnes travaillant dans des services de garde agréés pour leur permettre de suivre des cours postsecondaires sur les soins et l'éducation de la petite enfance, y compris des cours offerts en français.Le Ministère a pu accroître sa capacité d'offrir des services et du soutien en français en ajoutant deux nouveaux postes bilingues à la Division de la petite enfance :<ul style="list-style-type: none">Mentore ou mentor bilingue auprès des garderies en milieu familialAgente ou agent de conformité bilingueLa Division de l'éducation, des programmes et des services en français a continué de financer et de proposer le Programme de perfectionnement linguistique destiné aux enseignantes et enseignants souhaitant améliorer leur niveau de maîtrise du français.Plusieurs programmes culturels promouvant la langue française et la culture acadienne et francophone ont été proposés dans les écoles de la Direction des écoles publiques de langue anglaise (DEPLA) et de la Commission scolaire de langue française (CSLF).Les mentores et mentors auprès de la petite enfance, y compris la mentore bilingue qui travaille avec les centres de garde francophones agréés, ont suivi une formation sur l'évaluation pour l'amélioration de la qualité, un système empirique d'évaluation et d'amélioration de la qualité.L'équipe responsable de la diversité et de l'inclusion en petite enfance a organisé un atelier de deux jours sur l'évaluation fonctionnelle pratique et le traitement basé sur les compétences pour mieux gérer les comportements difficiles chez les enfants. L'atelier a réuni le personnel éducateur de la petite enfance et des professionnelles et professionnels des secteurs de l'éducation et de la santé. Une interprétation simultanée en français a été proposée pour les présentations du Dr Hanley, et le matériel de l'atelier était fourni en français.Une version en langage clair de l'<i>Early Learning and Child Care Act</i> (loi sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants) de l'Île-du-Prince-Édouard et de ses règlements d'application est en cours d'élaboration. Celle-ci sera produite en français et en anglais.Les communications avec les centres de la petite enfance francophones sont produites en français. Tout nouveau formulaire de demande de subvention est également disponible en français.Toute la correspondance et les communications avec la CSLF, le personnel enseignant d'immersion française et de français de base de la DEPLA et les autres partenaires francophones en éducation sont émises en français.Le site Web de Petite enfance Î.-P.-É. est maintenant offert en anglais et en français : http://earlyyearspei.princeedwardisland.ca/ et http://earlyyearspei.princeedwardisland.ca/accueil.Des pages d'information sur les demandes de certification en éducation de la petite enfance, les résultats de l'Instrument de mesure du développement de la petite enfance, les services en autisme et divers programmes de subventions ont été traduites en français.<ul style="list-style-type: none">Faire une demande de certification en éducation de la petite enfance : www.princeedwardisland.ca/fr/service/faire-demande-certification-education-petite-enfanceFaire une demande de certification en éducation de la petite enfance (formation à l'étranger) : www.princeedwardisland.ca/fr/service/faire-demande-certification-education-petite-enfance-formation-a-letrangerInstrument de mesure du développement de la petite enfance : www.princeedwardisland.ca/fr/information/education-et-petite-enfance/instrument-de-mesure-du-developpement-de-la-petite-enfanceServices en autisme : www.princeedwardisland.ca/fr/information/education-et-petite-enfance/services-autisme-enfants-et-jeunesTous les communiqués et articles en vedette (37) du Ministère ont été publiés en anglais et en français.
--	---

LOI SUR LES SERVICES EN FRANÇAIS

Environnement, Énergie et Action climatique	<ul style="list-style-type: none">• Lors des consultations publiques menées en 2024-2025, la Commission des forêts a proposé un service d'interprétation simultanée à la réunion d'Abram-Village.• Un sondage a été produit en anglais et en français pour déterminer le niveau de satisfaction des clients des Laboratoires d'analyse de l'Île-du-Prince-Édouard.• Le public a été invité à participer à des groupes de discussion afin d'appuyer la planification de la prochaine consultation publique du Comité consultatif de la communauté acadienne et francophone. Trois séances ont été organisées entièrement en français. On a promu les groupes de discussion en publiant des annonces dans <i>La Voix acadienne</i>, en envoyant une invitation bilingue par courriel et en accordant des entrevues à Radio-Canada et à <i>La Voix acadienne</i>, entre autres.• Le Secrétariat aux affaires acadiennes et francophones a tenu une consultation publique sur le renouvellement de l'Accord de coopération et d'échanges entre le Québec et l'Î.-P.-É. Des invitations en français ont été envoyées aux principaux intervenants de la communauté acadienne et francophone. La séance de consultation, les supports visuels et tous les documents connexes étaient entièrement en français.• La Division des forêts, des poissons et de la faune a ciblé du contenu Web pour la traduction en français, notamment les pages concernant les permis de brûlage, les restrictions en matière de brûlage et les feux de forêt.• Le Secrétariat aux affaires acadiennes et francophones a continué de travailler à la mise en œuvre du Plan d'action stratégique pour l'immigration francophone de l'Î.-P.-É. 2023-2028.• En partenariat avec la Commission de la fonction publique, le Secrétariat aux affaires acadiennes et francophones a planifié et organisé la Journée Bonjour le 11 février 2025. Cette séance de perfectionnement professionnel d'une demi-journée était destinée au personnel francophone occupant des postes désignés bilingues ainsi qu'aux personnes bilingues occupant des postes non désignés.• Un poste d'agente ou agent de gestion des données et du contrôle de la qualité a récemment été désigné bilingue.
Bureau du Conseil exécutif	<ul style="list-style-type: none">• Les pages Web de Contribuons à l'Î.-P.-É. ont continué d'être mises à jour en anglais et en français afin d'assurer que les informations mises à la disposition du public sont exactes.• En 2024-2025, le Bureau de lutte contre le racisme a organisé un atelier sur la rédaction de demandes de subvention afin d'aider les personnes s'intéressant aux microsubventions ainsi qu'aux subventions plus importantes. Le projet a aussi permis au public de donner son avis sur le processus d'octroi des subventions. L'atelier a été offert en personne à Summerside et à Charlottetown, ainsi qu'en ligne avec la possibilité d'interprétation en français et en langue des signes américaine (ASL).

LOI SUR LES SERVICES EN FRANÇAIS

Finances	<ul style="list-style-type: none">Un modèle de présentation bilingue a été élaboré à l'intention de la ministre et de la sous-ministre pour les consultations prébudgétaires virtuelles de l'année prochaine.Les consultations prébudgétaires sont toujours offertes en français au moyen d'un sondage en ligne et d'une consultation virtuelle avec un service d'interprétation simultanée. Le Ministère a également continué d'accepter les commentaires écrits en anglais et en français. On a répondu en français à tous les courriels reçus dans cette langue.Les lettres adressées au cabinet du ministre et à la Division de l'imposition et du registre des biens et les comptes de courriel associés à ces deux bureaux représentent le plus grand volume de correspondance du Ministère. Les réponses sont traduites en français lorsque la correspondance est reçue en français.Les discours de la ministre sur les budgets de fonctionnement et d'immobilisations sont traduits en français et publiés sur le site Web du gouvernement.Tous les courriels de la part des Services partagés en technologies de l'information à la CSLF sont envoyés en français.
Pêches, Tourisme, Sport et Culture	<ul style="list-style-type: none">L'agente de développement communautaire bilingue de la Division du développement rural et régional a présenté le programme de traduction Web, un projet pilote que finance l'Agence de promotion économique du Canada atlantique pour aider les entreprises, les coopératives et les organisations de l'Île-du-Prince-Édouard à faire traduire leur site Web ou leur contenu Web, principalement de l'anglais vers le français.Tourisme Î.-P.-É. dispose d'un site Web entièrement bilingue ainsi que de comptes sur les réseaux sociaux en français. L'organisme fait appel à des médias, des voyagistes et des influenceuses et influenceurs sociaux francophones.Tourisme Î.-P.-É. a pu renforcer sa capacité bilingue en embauchant du personnel de soutien saisonnier supplémentaire dans le cadre de programmes d'embauche estivale et saisonnière.Chaque année, la Fête provinciale du patrimoine pour les élèves de la 4^e à la 12^e année encourage la participation des élèves dont le français est la langue maternelle et des élèves en immersion. Des prix et récompenses sont offerts pour les meilleurs projets présentés en français, y compris certains visant des thèmes liés à l'histoire de l'Acadie. Des pratiques améliorées de gestion des données ont été mises en place afin de permettre au Ministère de suivre et d'augmenter le nombre d'élèves francophones participant à la Fête.La correspondance envoyée aux écoles pour promouvoir la Fête provinciale du patrimoine est rédigée en anglais et en français. Les formulaires d'inscription pour les écoles et les élèves sont aussi disponibles dans ces deux langues.Dans le cadre de l'Entente Canada–Île-du-Prince-Édouard relative aux services dans la langue de la minorité 2023-2028, du financement a été accordé à la Division des sports, des loisirs et de l'activité physique en vue des Jeux de la Francophonie 2025. De plus, Tourisme Î.-P.-É. a reçu des fonds pour financer un poste de direction générale au sein de l'Association touristique Acadie Î.-P.-É.Les efforts visant à traduire les textes traitant de biens patrimoniaux situés dans les communautés acadiennes ou ayant un lien avec la communauté acadienne et francophone se sont poursuivis. Ces extraits sont envoyés au Service de traduction, puis publiés en français sur le site Web des lieux patrimoniaux provinciaux.La Division du développement rural et régional continue de veiller à ce que tous les formulaires de demande et lignes directrices de ses programmes existent en anglais et en français, tout comme les énoncés de position du Conseil des communautés rurales. Le programme Jeunes-en-conseil est également traduit, et les services sont activement offerts en anglais et en français.

LOI SUR LES SERVICES EN FRANÇAIS

Santé et Mieux-être	<ul style="list-style-type: none">• La Division des services de santé d'urgence a cherché des solutions pour améliorer la prestation des services de Télésanté 8-1-1. Dans cette optique, la Division travaille à renforcer le personnel bilingue afin de pouvoir traiter les demandes de services en français par une infirmière autorisée ou un infirmier autorisé bilingue plutôt que par un service d'interprétation.• Le Ministère a tenu des consultations publiques sur le cadre de lutte contre les maladies chroniques pour l'Île-du-Prince-Édouard. Toute personne inscrite avait accès à un service d'interprétation en français.• PréVenture, un programme pilote d'intervention en groupe visant à prévenir la consommation de substances chez les jeunes, est en cours d'élaboration pour les écoles de la CSLF et de la DEPLA. Le manuel du programme et d'autres documents seront traduits en français.• Des publications sur des questions touchant les femmes et les personnes de divers genres ont été traduites en français pour les comptes du Ministère dans les médias sociaux.• Le Ministère a continué de distribuer des trousseaux de naloxone à emporter aux pharmacies ainsi que des dépliants en français sur le programme.• Le Bureau de l'hygiène de l'environnement collabore avec l'Association pour le développement de la petite enfance de l'Île-du-Prince-Édouard afin d'offrir un service d'interprétation en français lors d'un cours sur la salubrité des aliments destiné au personnel francophone des centres de garde.• Le Ministère prévoit élaborer un nouveau programme de formation bénévole sur la salubrité alimentaire, y compris une version en français.• Une subvention pour le mieux-être a été accordée à un projet de l'école La-Belle-Cloche.• Le Réseau santé en français Î.-P.-É. a reçu un financement pour un projet grâce au Fonds pour l'innovation en santé.
----------------------------	--

20

LOI SUR LES SERVICES EN FRANÇAIS

Santé Î.-P.-É.	<ul style="list-style-type: none">Les Insulaires ont été invités à participer au processus de planification stratégique 2025-2028 de Santé Î.-P.-É. En plus du sondage en ligne bilingue, on a proposé l'un des groupes de discussion virtuels en français. Au total, 10 participants ont assisté à cette séance virtuelle.Des membres du personnel de Santé Î.-P.-É. ont fait une présentation à de nouvelles arrivantes et nouveaux arrivants francophones à la fin du mois de mai 2024. La séance était organisée par le Réseau d'immigration francophone et comprenait des informations sur le fonctionnement du système de santé de l'Île-du-Prince-Édouard.On a lancé des soins à domicile virtuels en français dans le comté de Prince. Ce service était proposé aux clients qui étaient cognitivement aptes à y participer et a surtout servi à remplacer des appels téléphoniques. Un total de 23 visites virtuelles en français ont été effectuées au cours de l'exercice financier visé par le présent rapport.Santé Î.-P.-É. a élargi la formation sur l'offre active du comté de Prince afin d'inclure le personnel des soins à domicile du comté de Kings. Le personnel des soins de longue durée a également commencé à suivre une formation sur l'offre active.Santé Î.-P.-É. a commencé à travailler à l'atteinte du niveau 2 (Fondement) des normes sur les langues de la HSO dans les services de soins à domicile. Un inspecteur effectuera une évaluation à cet effet à l'automne 2026.Santé Î.-P.-É. prévoit lancer un nouveau programme de jour en français à Abram-Village cet automne. Deux personnes ont été embauchées et le travail se poursuit pour recruter des participantes et participants.Le projet pilote visant à lutter contre l'insécurité linguistique s'est poursuivi aux foyers Summerset et Maplewood. Le projet a permis d'organiser diverses activités, notamment des événements célébrant les Rendez-vous de la Francophonie et la Fête nationale de l'Acadie, pour aider à améliorer le niveau d'aisance du personnel à parler français.
Logement, Terres et Communautés	<ul style="list-style-type: none">La Division des affaires municipales a entrepris une révision de la <i>Municipal Government Act</i> (loi sur les administrations municipales). Les commentaires écrits ont été acceptés en anglais et en français par courriel. Une séance de consultation publique a également eu lieu à Summerside avec un service d'interprétation.Le Ministère prévoit traduire en français le dépliant et le formulaire de demande du programme de logement familial.Le processus a été entamé pour faire traduire en français le dépliant et le formulaire de demande du programme de logement pour aînés.

LOI SUR LES SERVICES EN FRANÇAIS

Commission des droits de la personne	<ul style="list-style-type: none">• La Commission des droits de la personne a commencé à offrir des formations et des ateliers sur les droits de la personne en français. La Commission a embauché et formé deux francophones pour animer ces activités avec l'éducateur bilingue déjà en poste, et elle a sollicité des occasions de présenter ces ateliers à la communauté acadienne et francophone. La Commission a également fait traduire sa présentation générale et traduira d'autres présentations au besoin.• L'une des personnes francophones nouvellement embauchées est également responsable d'aider, au cas par cas, les plaignantes et plaignants francophones pendant le processus de plainte.• L'éducateur bilingue de la Commission appuie aussi le traitement des demandes reçues en français.• La Commission a conclu un accord de deux ans et demi dans le cadre de l'Entente Canada–Île-du-Prince-Édouard relative aux services dans la langue de la minorité afin d'améliorer les ressources et les soutiens en matière de droits de la personne en français. Cela comprend la formation du personnel de la Commission, des renseignements pour la communauté acadienne et francophone et le soutien en matière de plaintes. Le projet comprend des activités dans les domaines suivants :<ul style="list-style-type: none">• Augmenter le contenu en français sur le site Web de la Commission• Élaborer et offrir des présentations d'information et de sensibilisation en français• Augmenter le soutien offert en français pendant le processus de traitement des plaintes• Renforcer les liens avec la communauté acadienne et francophone
Innovation Î.-P.-É.	<ul style="list-style-type: none">• Innovation Î.-P.-É. a collaboré avec le Réseau de développement économique et d'employabilité (RDÉE) dans le cadre d'une mission commerciale et d'attraction d'entreprises à Montréal en juin 2025.• La Division du développement culturel a collaboré avec la Fédération culturelle dans le cadre du Mois de la francophonie.• L'équipe de la Division du développement culturel contribue à la planification de la Fête nationale de l'Acadie, qui aura lieu dans la ville hôte de Charlottetown le 15 août 2025.• Divers programmes culturels ont accordé des subventions à plusieurs récipiendaires francophones, notamment la communauté de Mont-Carmel, le Village musical acadien, le Musée acadien, et l'historien Georges Arsenault.• Des projets spéciaux, comme une fresque murale à Summerside représentant l'œuvre de Claude Picard intitulée Ironie de l'histoire, ont reçu le soutien d'Innovation Î.-P.-É.• Innovation Î.-P.-É. a commencé à exposer des œuvres d'artistes francophones comme Karen Gallant. Les panneaux décrivant les œuvres sont toujours affichés en français et en anglais.• Des séances d'information virtuelles sur le programme de subventions aux arts et la banque d'œuvres d'art ont été présentées en anglais et en français.• Innovation Î.-P.-É. a présenté ses services en français au RDÉE.• Innovation Î.-P.-É. continue de faire traduire progressivement son contenu Web en français. Pour le moment, le contenu lié à des secteurs stratégiques (ex. : soutien au démarrage dans le milieu des affaires, sciences biologiques et services de commerce mondial) est privilégié.• Un modèle de rapport final a été produit en français afin d'aider les clients à rendre compte de leurs subventions.

LOI SUR LES SERVICES EN FRANÇAIS

Commission de réglementation et d'appels de l'Île	<ul style="list-style-type: none">La Commission de réglementation et d'appels de l'Île a annoncé la possibilité pour le public de fournir des commentaires écrits en anglais ou en français concernant l'augmentation maximale de loyer permise, les demandes liées au mécanisme d'ajustement du coût de l'énergie et au tarif général de l'électricité, et l'examen des marges relatives aux produits pétroliers. La Commission a encouragé la contribution du public en faisant paraître des annonces dans les médias locaux, y compris dans la <i>La Voix acadienne</i>.Pour la première fois dans le cadre de la nouvelle législation, on a publié en anglais et en français un document d'information et un communiqué sur l'augmentation annuelle du loyer permise pour 2024. Ces derniers ont aussi été versés dans la section du site Web de la Commission consacrée à la location. La page d'accueil de cette section a également été traduite et fournie en français pour la première fois. La Commission compte poursuivre cette pratique à l'avenir.Lorsque de l'information publiée en ligne est disponible en français, la Commission fournit un lien en haut de la page Web, bien en vue, vers la page en français. Il arrive souvent qu'une page Web contienne plusieurs liens vers du contenu en français pour communiquer au public que les documents en question sont fournis en anglais et en français.
Société de gestion des déchets de l'Île	<ul style="list-style-type: none">En 2024-2025, plusieurs ressources numériques disponibles sur le site Web de la Société de gestion des déchets de l'Île (SGDÎ) ont été traduites en français pour la première fois, dont les lignes directrices pour le grand nettoyage du printemps et les étiquettes « Attention », « Rejet » et « Problème d'accès routier ».En mars 2025, la SGDÎ a conclu un contrat avec l'application locale Nuwelcom. Celle-ci fournit des informations générales sur la SGDÎ, le programme Waste Watch et la collecte hebdomadaire des déchets résidentiels. L'application Nuwelcom permet aux utilisateurs de sélectionner le français parmi 15 langues disponibles.

LOI SUR LES SERVICES EN FRANÇAIS

<p>Justice et Sécurité publique</p>	<ul style="list-style-type: none">• Entre novembre 2024 et mars 2025, six membres du personnel de la Division du droit familial et des services judiciaires ont participé à une formation sur la terminologie juridique en français. La formation a été organisée en collaboration avec le Centre canadien de français juridique inc., basé à Winnipeg, et financée dans le cadre de l'accord sur les langues officielles avec le Fonds canadien de justice familiale.• En 2024-2025, le Ministère a tenu des consultations en ligne portant sur les textes législatifs suivants :<ul style="list-style-type: none">• <i>Survivorship Act</i> (loi sur les présomptions de survie)• <i>Trustee Act</i> (loi sur les fiduciaires)• <i>An Act to Amend the Prearranged Funeral Services Act</i> (loi modifiant la loi sur les préarrangements funéraires)• <i>Fortified Building Act</i> (loi sur les bâtiments fortifiés)• <i>An Act to Amend the Judicature Act</i> (loi modifiant la loi sur l'organisation judiciaire)• <i>An Act to Amend the Coroners Act</i> (loi modifiant la loi sur les coroners)• <i>Fire Safety Act</i> (loi sur la sécurité-incendie)• Ces consultations ont été publiées sur la page à cet effet sur le site Web du Ministère. Les documents de consultation ont été fournis en anglais et en français, et les commentaires pouvaient être soumis dans l'une ou l'autre de ces deux langues.• Les pages Web suivantes sont publiées en français :<ul style="list-style-type: none">• https://www.princeedwardisland.ca/fr/information/justice-et-securite-publique/mediation-d'un-plan-parental• https://www.princeedwardisland.ca/fr/information/justice-et-securite-publique/programme-visites-et-dechanges-surveilles• https://www.princeedwardisland.ca/fr/information/justice-et-securite-publique/pension-alimentaire-enfants-lorsqu'une-deux-parties-reside-a• https://www.princeedwardisland.ca/fr/information/justice-et-securite-publique/programme-d-execution-ordonnances-alimentaires• https://www.princeedwardisland.ca/fr/information/justice-et-securite-publique/intervenant-pivot-droit-familial• https://www.princeedwardisland.ca/fr/information/justice-et-securite-publique/l-art-detremper-vivant-toits-distincts• https://www.princeedwardisland.ca/fr/information/justice-et-securite-publique/programme-new-ways-for-families-r-familles-lile• Le Service d'aide aux victimes a chargé Actions Femmes Î.-P.-É. – un organisme sans but lucratif qui représente les femmes acadiennes et francophones de l'Île – de rédiger un rapport de recherche intitulé <i>Le parcours des femmes francophones ayant subi de la violence fondée sur le genre à l'Île-du-Prince-Édouard</i>. Cette étude qualitative a été menée en collaboration avec une équipe de chercheuses de l'École de travail social de l'Université de Moncton.<ul style="list-style-type: none">• Le rapport contient des recherches et des recommandations visant à aider les femmes victimes de violence à obtenir les services dont elles ont besoin pour mener une vie sans violence et s'épanouir dans la société.
--	--

LOI SUR LES SERVICES EN FRANÇAIS

Régie des alcools	<ul style="list-style-type: none">• La Régie des alcools travaille actuellement à la création d'une foire aux questions (FAQ) pour l'ajouter à son site Web. Une fois terminée, la FAQ sera traduite en français.• La Régie des alcools a parrainé le programme de présentations scolaires de MADD, qui a présenté sa nouvelle vidéo sur la responsabilité sociale et la sensibilisation nécessaire à la consommation d'alcool ou de cannabis. MADD a organisé 31 présentations dans la province, dont cinq en français.• La Régie des alcools a collaboré avec la Community Foundation of PEI pour accorder une subvention au Centre Goéland afin d'organiser des camps de guérison pour les jeunes francophones.• La Régie des alcools et la Société de gestion du cannabis continuent de publier le résumé de leurs rapports annuels en anglais et en français.
--------------------------	---



LOI SUR LES SERVICES EN FRANÇAIS

Musée et Fondation du patrimoine	<ul style="list-style-type: none">• Le plan stratégique 2024-2028 du Musée et de la Fondation du patrimoine (MFP) a été traduit en français et mis à la disposition du public, sur papier et en format PDF.• Des travaux sont en cours afin de créer des dépliants bilingues pour la saison 2025. Ceux-ci seront distribués dans les centres d'information touristique de l'Île ainsi que dans les sept sites de MFP. D'autres partenaires des secteurs du tourisme et du patrimoine auront également accès à ces dépliants.• Lors des deux séances d'orientation destinées à l'ensemble du personnel permanent et saisonnier de l'organisme, la personne responsable de coordonner les services en français pour MFP a fait une présentation afin d'encourager l'offre active des services en français.• Le coordonnateur de l'éducation et des programmes en français s'est rendu dans des classes d'écoles francophones et d'écoles d'immersion en français pour faire des présentations basées sur des artefacts correspondant aux résultats d'apprentissage des programmes de 6^e et 8^e année.• Le Village historique d'Orwell Corner a proposé divers programmes, dont les suivants :<ul style="list-style-type: none">• Un partenariat avec la famille Pendergast a permis d'organiser des journées immersives axées sur la culture acadienne. Des élèves de 12^e année ont alors eu l'occasion de cuisiner des plats traditionnels et de participer à un party de cuisine.• Des élèves de 5^e année de l'école François-Buote ont fait des recherches sur les premiers jardins coloniaux français pour concevoir un jardin acadien.• Les visites guidées des maisons Yeo et Beaconsfield ont été traduites en français pour les visiteuses et visiteurs francophones.• En prévision de la prochaine saison, on a aussi fait traduire le texte de la visite à pied du « Bog » offerte à partir de la Maison Beaconsfield.• On a créé l'exposition itinérante <i>Black Islanders: Four Centuries and Counting... / Les Insulaires noirs : Quatre siècles et des poussières...</i> La première présentation publique de l'exposition bilingue a eu lieu à l'extérieur de la Maison Beaconsfield.• Un projet est en cours pour créer une nouvelle vidéo destinée aux visiteuses et visiteurs qui arrivent au Musée acadien. Le travail comprend trois phases, dont une mise à jour du scénario.• Le personnel du Musée acadien a continué à travailler régulièrement avec la communauté acadienne et francophone sur divers nouveaux projets. Par exemple :<ul style="list-style-type: none">• La planification d'ateliers d'artisanat en partenariat avec l'Association touristique Acadie Î.-P.-É.• La première bibliothèque vivante francophone de l'Île-du-Prince-Édouard a été créée en partenariat avec Bienvenue Évangéline pendant les Rendez-vous de la francophonie.• Une fresque murale représentant une peinture de Claude Picard a été dévoilée à Summerside. Le personnel du Musée acadien a aidé la ville de Summerside et d'autres partenaires à organiser la logistique et à rédiger les textes des panneaux et des discours pour commémorer l'événement.• Le Musée acadien a offert une formation aux bénévoles qui ont aidé à réorganiser son espace d'entreposage des artefacts. L'activité a été réalisée avec l'aide de l'Association des musées communautaires de l'Î.-P.-É. et de la gestionnaire des collections de la province.
---	---

LOI SUR LES SERVICES EN FRANÇAIS

Commission de la fonction publique	<ul style="list-style-type: none">En mars 2025, la Commission de la fonction publique (CFP) a lancé un système de suivi des candidatures pour postuler aux emplois au sein du gouvernement provincial. Le système permet aux utilisatrices et utilisateurs de choisir entre une interface en anglais ou en français. Grâce à cette fonctionnalité, on peut consulter les titres et les commandes du tableau d'affichage des emplois en français et postuler à un emploi en français pour la première fois.À l'automne 2024, la CFP a créé une nouvelle carte publicitaire présentant les avantages de travailler pour le gouvernement provincial. Le contenu de la carte est présenté en anglais d'un côté et en français de l'autre. Elle est distribuée lors d'activités de recrutement.La CFP fait la promotion des postes bilingues externes vacants en ligne (ex. : tableaux d'affichage des offres d'emploi) et en personne (ex. : salons de l'emploi) de diverses façons, notamment :<ul style="list-style-type: none">Médias sociaux (Facebook, Franco Î-P-É, Instagram)Travail Î.-P.-É. (banque de C.V., tableaux d'affichage des offres d'emploi et médias sociaux)Université de l'Î.-P.-É. (tableaux d'affichage des offres d'emploi et salons de l'emploi)Université de Moncton (tableaux d'affichage des offres d'emploi et salons de l'emploi)Coopérative d'intégration francophone (CIF) – diffusion d'offres d'emploi par courriel et participation à Forum OpportunitésCollège de l'Île (présentation, communication avec corps professoral et les départements pour les informer des possibilités d'emploi et de formations en cours d'emploi)Salons de l'emploi de Compétences Î.-P.-É.Liens Î.-P.-É., Association des services aux immigrants et réfugiés de l'Î.-P.-É., Study and Stay (activités, présentations)Réseau Santé en français Î.-P.-É (base de données sur les étudiantes et étudiants)Ilebranchee.ca<i>La Voix Acadienne</i>La CFP a collaboré avec la CIF, notamment en lui donnant de l'information sur les emplois disponibles et en participant au forum et au salon de l'emploi annuels.La CFP a collaboré avec le Réseau Santé en français Î.-P.-É. pour contacter les membres de la base de données sur les étudiantes et étudiants et leur transmettre des offres d'emploi. La coordonnatrice du recrutement bilingue de la CFP siège au comité du Réseau et participe aux réunions.Pour la deuxième année consécutive, les employées et employés saisonniers et rappelés avaient droit à la formation en français.La CFP a collaboré avec le Secrétariat aux affaires acadiennes et francophones afin de poursuivre la création du programme de formation Bonjour, une formation sur l'offre active destinée aux membres de la fonction publique. Ces modules et guides ont été traduits en 2024-2025. Ils seront finalisés pour être rendus accessibles avec Moodle en 2025-2026.Le Programme d'aide aux employés (PAE) a fait traduire les documents suivants à l'intention de l'ensemble du gouvernement et de Santé Î.-P.-É. :<ul style="list-style-type: none">Affiche du PAE détaillant les services offerts et les coordonnéesBulletins d'information du printemps, de l'été, de l'automne et des FêtesLe Prix annuel du premier ministre pour le leadership en matière d'équité, de diversité et d'inclusion dans la fonction publique 2025 a été mis à jour et est désormais accessible en anglais et en français (Prix annuel du premier ministre pour le leadership en matière de diversité et d'inclusion dans la fonction publique 2025).On trouve désormais de nombreux éléments et ressources de la campagne You Matter en français https://youmatter.princeedwardisland.ca/FR et https://youmatter.princeedwardisland.ca/programme-aide-aux-employes.Des informations nouvelles et mises à jour ont été ajoutées en français sur à la page Web du Programme de stages du gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard :<ul style="list-style-type: none">https://www.princeedwardisland.ca/fr/information/programme-stages-du-gouvernement-li-p-e.
---	---

LOI SUR LES SERVICES EN FRANÇAIS

Développement social et Aînés	<ul style="list-style-type: none">Le Ministère a tenu des consultations publiques au sujet du Plan d'action pour les personnes âgées. Les consultations comprenaient un sondage et des séances de consultation bilingues. La séance dans la région d'Évangeline s'est déroulée en français.Le Ministère a tenu des consultations publiques au sujet de la Stratégie d'élimination de la pauvreté. Les consultations publiques ont pris la forme de réunions ciblées avec des parties prenantes. Les participantes et participants ont eu la possibilité de participer en français.Des consultations publiques ont également fait partie du processus d'examen du Programme d'accessibilité et du Programme de services résidentiels. Une séance virtuelle a été offerte aux gens qui avaient besoin d'interprétation en français.La Division des services à l'enfance et à la famille travaille à l'élaboration d'une nouvelle politique en matière de plaintes. Tous les documents relatifs à cette politique seront créés en anglais et en français.La Division des programmes sociaux travaille actuellement à la création d'un document d'information (sous forme de FAQ) sur les appels relatifs aux programmes sociaux, qui sera traduit en français.Parmi les autres documents en cours de traduction en français, on peut citer :<ul style="list-style-type: none">Guide du Programme de prestations pour proches aidants à domicileGuide du Programme d'accessibilitéGuide sur l'aide socialeProgrammes sociaux – Histoire socialeAffiches «Cinq domaines de soutien» du Programme d'accessibilitéEn 2024-2025, plusieurs pages Web relatives à des programmes ont été traduites en français, notamment :<ul style="list-style-type: none">Programme pour l'autonomie des aînésProgramme de remise sur les appareils auditifs pour aînées et aînésProgramme pilote de subventions communautaires pour des repas pour les aînésProgramme d'alimentation d'été pour enfantsCollectivités-amies des aînés de l'Î.-P.-É.TechNTalkLe Secrétariat aux aînés continue d'avoir un siège au sein de son conseil d'administration pour une personne représentant la communauté francophone.La vérification de l'admissibilité aux programmes sociaux continue d'être offerte en français par du personnel bilingue.
Transports et Infrastructure	<ul style="list-style-type: none">Il est prévu de désigner trois préposées ou préposés au service à la clientèle (un pour les deux centres Accès Î.-P.-É. à Charlottetown et un pour le nouveau centre Accès Î.-P.-É. à Cornwall). De plus, les démarches se poursuivent également en vue de désigner un poste de préposée ou préposé au service à la clientèle bilingue pour le centre d'appels de Contact Î.-P.-É.En 2024-2025, des consultations publiques ont été organisées dans le cadre du processus d'examen des centres Accès Î.-P.-É. afin de déterminer s'ils sont accueillants, accessibles et répondent aux besoins du public. Un sondage public a été utilisé pour recueillir des commentaires en français et en anglais. De plus, le personnel du Secrétariat aux affaires acadiennes et francophones a donné son avis lors d'un des groupes de discussion avec les parties prenantes.Service Î.-P.-É. a collaboré avec le Secrétariat aux affaires acadiennes et francophones afin de l'aider à créer le poste d'agente ou agent des services en français au sein du Secrétariat.
Commission des accidents du travail	<ul style="list-style-type: none">La Commission des accidents du travail n'a pas soumis de rapport annuel pour l'exercice 2024-2025.

LOI SUR LES SERVICES EN FRANÇAIS

Main-d'œuvre, Études supérieures et Population	<ul style="list-style-type: none">Le Bureau de l'immigration de l'Île-du-Prince-Édouard continue de traduire les pages Web lorsque des mises à jour sont effectuées et a créé une brochure en français sur l'immigration afin de promouvoir l'Île-du-Prince-Édouard à l'échelle internationale.En octobre 2024, le Bureau de l'immigration a participé à la Tournée de liaison avec Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) et des organisations communautaires acadiennes et francophones afin de promouvoir les talents francophones internationaux auprès des employeurs de l'Île-du-Prince-Édouard.En février 2025, le Bureau de l'immigration a participé à Destination Canada, organisé par IRCC à Paris, avec la CIF, le RDÉE, l'Association des centres de la petite enfance francophones de l'Î.-P.-É. (ACPEFÎPÉ) et la CSLF, afin d'attirer des talents francophones pour le marché du travail de l'Île-du-Prince-Édouard. Des discussions régulières ont eu lieu avec la CSLF, l'ACPEFÎPÉ et la CIF au sujet des pénuries de main-d'œuvre qualifiée et des stratégies de recrutement.Le Bureau de l'immigration s'est également joint au sous-comité de l'immigration francophone de l'Atlantique afin d'appuyer les efforts de recrutement international de professionnelles et professionnels de l'éducation.Un accord de partenariat a été conclu en 2024-2025 avec NuWelcom afin de garantir que le fil d'actualité du gouvernement soit traduit en 15 langues, dont le français.Le Bureau de l'immigration est en train de traduire les certificats de nomination et les lettres d'appui pour les permis de travail afin de garantir que les candidates et candidats francophones reçoivent des confirmations en français.En 2024, Compétences Î.-P.-É. a élaboré un nouveau formulaire de consentement à la divulgation de renseignements pour tous les fournisseurs de services externes. Ce formulaire a été traduit en français et la version française est accessible aux fournisseurs.Les lignes directrices et le formulaire du Programme de mise en valeur du genre, de l'équité, de la diversité, de l'inclusion et de la communauté existent en français. Les gens sont invités à faire leurs demandes en français.Des ententes pluriannuelles de financement opérationnel pour les services d'établissement ont été signées avec deux organismes francophones (la CIF et le RDÉE). Les ententes sont rédigées en français et les rapports en découlant sont en français.Le Programme de mise en valeur du genre, de l'équité, de la diversité, de l'inclusion et de la communauté a donné du financement à Actions Femmes Î.-P.-É. pour doter de jeunes leaders francophones (de 10^e et 11^e année) des connaissances nécessaires pour aider à prévenir la violence sexiste dans leurs relations.La Division de la population et de l'établissement a financé la participation d'employeurs de l'Île aux missions de Destination Canada en février et mars 2025 afin de recruter une main-d'œuvre qualifiée francophone.Toutes les pages Web relatives à l'enseignement postsecondaire et à la formation continue ainsi qu'aux services financiers aux étudiantes et étudiants en français ont été révisées et mises à jour, et cinq pages Web qui n'existaient qu'en anglais ont été traduites en français au début de 2025. Ce type de travail se poursuit.Le Ministère continue de donner du financement au Collège de l'Île, qui offre aux Insulaires la possibilité de poursuivre des études postsecondaires en français à l'Île-du-Prince-Édouard dans des programmes très demandés sur le marché du travail, comme ceux d'éducatrice ou éducateur de la petite enfance, de préposée ou préposé aux soins, d'infirmière ou infirmier auxiliaire et de travailleuse ou travailleur jeunesse.Le Ministère continue de financer le programme de baccalauréat en éducation en français langue seconde de l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard. Ce programme permet aux Insulaires de poursuivre leurs études postsecondaires en français et forme les futures enseignantes et futurs enseignants de langue française.Un appel de propositions pour 2024 concernant les services d'aide à l'emploi comprenait une exigence selon laquelle les fournisseurs de services d'aide à l'emploi doivent être en mesure de fournir des services en français dans toute l'Île-du-Prince-Édouard lorsqu'il existe une demande importante de services en français, conformément aux dispositions de l'Entente sur le développement du marché du travail.
---	--

LOI SUR LES SERVICES EN FRANÇAIS

PLAN D'ACTION STRATÉGIQUE POUR L'IMMIGRATION FRANCOPHONE

Le Plan d'action stratégique pour l'immigration francophone (la Stratégie) a été annoncé le 8 juin 2023. Il a pour objectifs d'aider à répondre aux besoins en main-d'œuvre des employeurs, de soutenir l'établissement des nouvelles arrivantes et nouveaux arrivants d'expression française et de développer la capacité d'accroître l'immigration francophone à l'Île-du-Prince-Édouard.

La Stratégie est mise en œuvre par un comité de gouvernance composé d'institutions gouvernementales clés dont le mandat a un lien avec l'immigration francophone. Le Secrétariat aux affaires acadiennes et francophones est l'organisme de coordination chargé d'assurer la mise en place et le bon fonctionnement du comité de gouvernance pangouvernemental. Le comité de gouvernance s'est réuni deux fois au cours de l'exercice 2024-2025; on a mis la priorité sur les rencontres individuelles et les réunions ad hoc sur des sujets précis. Le comité compte des représentantes et représentants des institutions gouvernementales suivantes :

- Secrétariat aux affaires acadiennes et francophones
- Division de la population et de l'établissement, ministère de la Main-d'œuvre, des Études supérieures et de la Population
- Bureau de l'immigration
- Secrétariat au recrutement et au maintien de l'effectif, ministère de la Santé et du Mieux-être
- Division de la dotation, de la classification et du développement organisationnel, Commission de la fonction publique
- Division de l'éducation, des programmes et des services en français, ministère de l'Éducation et de la Petite enfance

Voici les grandes lignes des actions entreprises par le gouvernement pour atteindre les objectifs de la Stratégie au cours de l'exercice visé :

Buts et objectifs	Actions prises en 2024-2025
Objectif 1 : Attirer des gens d'expression française qui veulent immigrer à l'Île-du-Prince-Édouard	
Objectif 1.1 : Exploiter et promouvoir les parcours d'immigration au profit de la communauté d'expression française	<ul style="list-style-type: none">• L'agente ou agent bilingue de liaison avec les employeurs du Bureau de l'immigration continue de travailler activement avec les employeurs et les talents afin de promouvoir le Programme des candidats de la province et le Programme d'immigration au Canada atlantique.• Le Bureau de l'immigration fait également la promotion active du programme Mobilité francophone auprès des ressortissantes et ressortissants étrangers et des employeurs comme l'un des meilleurs moyens de recrutement et de maintien des talents francophones. Ce programme est particulièrement efficace récemment, étant donné toutes les catégories de formation, d'études, d'expérience et de responsabilités (FEER) actuellement acceptées.

LOI SUR LES SERVICES EN FRANÇAIS

Objectif 1.2 : Promouvoir et soutenir le recrutement ciblé de personnes d'expression française	<ul style="list-style-type: none">La Commission de la fonction publique a lancé au début de 2025 un système de suivi des candidatures pour les offres d'emploi au sein du gouvernement provincial, y compris à la Commission scolaire de langue française (CSLF) et à la Direction des écoles publiques de langue anglaise (DEPLA). Le système permet aux utilisatrices et utilisateurs de choisir entre le français et l'anglais. Grâce à cette nouvelle option, il est maintenant possible de soumettre sa candidature en français.La Division de la population et de l'établissement a financé la participation de la Coopérative d'intégration francophone (CIF) et de l'Association des centres de la petite enfance francophones de l'Île-du-Prince-Édouard (ACPEFIPÉ) au dernier forum Destination Canada, en février 2025. La délégation de l'Île-du-Prince-Édouard à Paris (France) comprenait des représentantes et représentants du Bureau de l'immigration, de l'ACPEFIPÉ, de la CSLF, de Bulk Carriers, du Réseau de développement économique et d'employabilité (RDÉE) et de la CIF, qui représentaient également la DEPLA et la Construction Association of PEI et recueillaient les candidatures en leur nom.La CIF et le RDÉE ont ensuite représenté l'Île-du-Prince-Édouard à Douala (Cameroun). Aux deux forums, la CIF a informé les gens des besoins du marché du travail et des possibilités d'emploi à l'Île, fait la promotion des possibilités d'emploi dans la province et représenté les employeurs qui n'ont pas pu se déplacer. La CIF a en outre aidé les gens avec leurs questions touchant l'établissement et leur projet de venir s'installer à l'Île, en plus de tenir de nombreuses séances d'information au nom du gouvernement provincial aux deux forums.Le ministère de la Main-d'œuvre, des Études supérieures et de la Population mène régulièrement des discussions avec des organismes tels que la Fédération culturelle de l'Î.-P.-É. et le RDÉE. Ces discussions favorisent la compréhension du gouvernement quant aux besoins uniques de la communauté francophone en matière de main-d'œuvre, et l'établissement de possibilités de collaboration. Elles nourrissent les stratégies gouvernementales en matière de main-d'œuvre en général et contribuent à établir les domaines pouvant nécessiter davantage de soutien.Le Bureau de l'immigration continue d'appuyer les employeurs qui participent à des activités de recrutement de francophones en fournissant du matériel d'information et de marketing, des séances d'information virtuelles et des rencontres de suivi individuelles avec des employeurs ou des talents au besoin.Le Bureau de l'immigration poursuit aussi ses efforts auprès des employeurs en vue d'explorer les professions et métiers recherchés. Pour 2024-2025, on a priorisé les emplois dans les secteurs de l'éducation, de la santé et de la construction.
Objectif 1.3 : Améliorer l'accès aux services prioritaires et aux infrastructures communautaires	<ul style="list-style-type: none">Les deux autorités scolaires ont conçu des initiatives afin de soutenir les efforts de recrutement et de maintien de l'effectif pour poursuivre la prestation d'une éducation de qualité en français. Bien que la DEPLA ait décidé, pour l'instant, de concentrer ses efforts de recrutement à l'échelle régionale et nationale (en espérant revenir au recrutement à l'étranger dans un proche avenir), la CSLF continue de recruter à l'échelle régionale, nationale et mondiale. Pendant le forum Destination Canada à Paris, la CSLF a rencontré plus de 70 personnes en deux jours à son stand d'emploi. La CSLF est revenue à l'Île avec plus de 30 curriculum vitae et, jusqu'à maintenant, a offert un poste à deux enseignantes ou enseignants étrangers. Les autres candidatures seront prises en compte dans le cadre du processus d'embauche de la CSLF pour l'année scolaire 2025-2026.

LOI SUR LES SERVICES EN FRANÇAIS

Objectif 2 : Aider les nouvelles arrivantes et nouveaux arrivants d'expression française à s'établir et à rester à l'Île-du-Prince-Édouard

Objectif 2.1 : Améliorer les services d'établissement en français	<ul style="list-style-type: none"> En avril 2024, un accord opérationnel quadriennal conclu entre la Division de la population et de l'établissement et la CIF, organisme de services d'établissement en français, est entré en vigueur. Le financement connexe appuie la croissance continue de la CIF dans ses champs d'activité, y compris la prestation de services d'établissement, les offres et possibilités d'emploi et la participation communautaire, de même que l'amélioration de l'inclusion et du sentiment d'appartenance des nouvelles arrivantes et nouveaux arrivants d'expression française. La Division de la population et de l'établissement offre le Programme de mise en valeur du genre, de l'équité, de la diversité, de l'inclusion et de la communauté dans le but de bâtir une province plus inclusive et équitable. Les particuliers, y compris les résidentes et résidents non permanents, peuvent recevoir du financement de projet.
Objectif 2.2 : Aider les immigrantes et immigrants d'expression française et leur famille à établir des liens avec les employeurs et l'industrie	<ul style="list-style-type: none"> La Commission de la fonction publique et le Bureau de l'immigration ont participé aux deux forums Opportunités I.-P.-É. organisés par la CIF en 2024-2025. En 2024, le ministère de la Main-d'œuvre, des Études supérieures et de la Population a continué de soutenir le programme Study and Stay, qui aide les étudiantes et étudiants étrangers à développer un sentiment d'appartenance à la communauté et, ainsi, à favoriser leur intégration à l'Île. Le programme Study and Stay est ouvert à l'ensemble des étudiantes et étudiants étrangers de l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard, du Collège Holland et du Collège de l'Île.
Objectif 2.3 : Améliorer l'accès à l'information pour les employeurs et travailleuses et travailleurs d'expression française	<ul style="list-style-type: none"> Le Secrétariat aux affaires acadiennes et francophones, en collaboration avec la CIF et le Commissariat aux langues officielles du Canada, a tenu des séances d'information sur la <i>Loi sur les services en français</i> et la <i>Loi sur les langues officielles</i> à l'intention des nouvelles arrivantes et nouveaux arrivants. Ces séances leur ont donné un aperçu du contexte linguistique à l'Île-du-Prince-Édouard. Le registraire du ministère de l'Éducation et de la Petite enfance continue d'appuyer les efforts de recrutement à l'étranger de la CSLF et de la DEPLA en leur fournissant les exigences d'obtention de la certification d'enseignante ou enseignant à l'Île-du-Prince-Édouard. L'information aide les deux autorités scolaires dans leurs efforts de recrutement en vue d'obtenir un personnel enseignant stable, qualifié et culturellement compétent en mesure d'offrir une instruction de grande qualité en français.
Objectif 3 : Développer la capacité d'accroître l'immigration d'expression française à l'Île-du-Prince-Édouard	
Objectif 3.1 : Harmoniser les priorités en matière d'immigration d'expression française avec les priorités générales du gouvernement en matière d'immigration, de population et de développement de la main-d'œuvre	<ul style="list-style-type: none"> Le Bureau de l'immigration priorise les secteurs de la santé et de l'éducation – où il y a des besoins essentiels pour la communauté acadienne et francophone – tout en continuant de soutenir les priorités en matière de main-d'œuvre dans d'autres secteurs clés.
Objectif 3.2 : Favoriser les partenariats et améliorer la coordination	<ul style="list-style-type: none"> Le comité de gouvernance a continué de travailler en partenariat avec les acteurs de l'immigration francophone et participé à la réunion annuelle du Réseau d'immigration francophone au printemps 2024 pour y présenter la Stratégie. Le Bureau de l'immigration et le Secrétariat aux affaires acadiennes et francophones ont également participé à la Tournée de liaison organisée par la CIF et Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada à la fin septembre 2024, ce qui leur a permis d'interagir avec des employeurs et des acteurs de l'immigration. À l'aide d'un sondage mené en août 2024, on a recueilli les pratiques exemplaires et leçons tirées en ce qui a trait à la reconnaissance des qualifications professionnelles acquises à l'étranger auprès des organes de réglementation insulaires. Les résultats ont été transmis aux responsables de la réglementation présents à la Regulator Day Conference, organisée par la Division de la population et de l'établissement en octobre 2024.
Objectif 3.3 : Prendre en compte la recherche et l'information dans les décisions	<ul style="list-style-type: none"> La Division de la population et de l'établissement continue de recevoir régulièrement des rapports de la CIF dans le cadre de l'accord quadriennal. Ces rapports contiennent des indicateurs liés à la clientèle, y compris le nombre de résidentes et résidents temporaires d'expression française qui accèdent aux services. Ces données précieuses sont utilisées par le gouvernement dans ses activités de planification démographique en général.

LOI SUR LES SERVICES EN FRANÇAIS

CAPACITÉ DES RESSOURCES HUMAINES DU GOUVERNEMENT

La prestation de services en français par les institutions gouvernementales s'appuie en partie sur la présence de personnel bilingue. La Commission de la fonction publique est responsable de faire la liste, pour la fonction publique et Santé I.-P.-É., des postes désignés bilingues et des employées et employés bilingues n'occupant pas un poste désigné.

L'effectif bilingue (c'est-à-dire la somme des employées et employés occupant des postes désignés bilingues et des personnes bilingues n'occupant pas un poste désigné) a augmenté de façon constante depuis le début de la reddition de comptes sur l'application de la *Loi* il y a plus de dix ans.

Le nombre de postes désignés bilingues a aussi progressé de façon générale, mais ce nombre a tendance à fluctuer d'une année à l'autre en fonction des besoins opérationnels.

D'ailleurs, le nombre d'employées et employés bilingues n'occupant pas un poste désigné bilingue a également suivi une tendance à la hausse, avec quelques variations occasionnelles. Dans certains cas, les variations s'expliquent par le fait que des postes précédemment non désignés occupés par des personnes bilingues sont désignés, ou que des personnes bilingues occupant des postes non désignés passent à des postes désignés par l'entremise de concours, de prêts de service ou d'autres processus de ressources humaines. Dans de tels cas, ces personnes seraient désormais comptabilisées dans la catégorie « Postes désignés bilingues » et non plus dans la catégorie « Employées et employés bilingues n'occupant pas un poste désigné bilingue ».

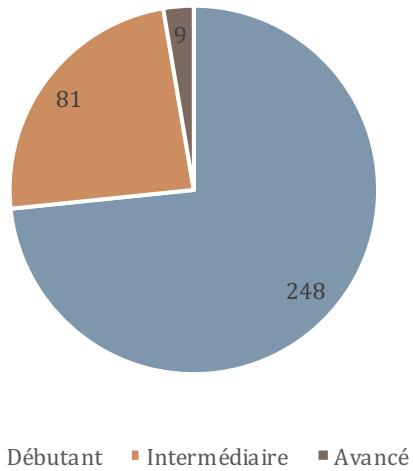
Employées et employés bilingues du gouvernement de l'I.-P.-É.	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025
Postes désignés bilingues	138	141	159	161	162
Employées et employés bilingues ¹ n'occupant pas un poste désigné	226	233	212	226	263
Total	364	374	371	387	425

¹ Les employées et employés bilingues sont les personnes dont les compétences orales en français ont été évaluées par la Commission de la fonction publique et qui ont atteint le niveau « Intermédiaire plus » ou un niveau plus élevé.

En 2024-2025, on compte 112 évaluations de la compétence orale, soit plus que le double du nombre d'évaluations menées en 2023-2024. Quatre-vingt-sept de ces évaluations ont été réalisées aux fins de dotation, tandis que vingt-cinq autres ont été réalisées sur une base volontaire. Ces augmentations sont le résultat du renforcement des capacités en ressources humaines au sein de la Commission de la fonction publique en matière de coordination et de soutien à la formation et au recrutement en langue française.

Au cours de l'exercice 2024-2025, les employées et employés du gouvernement ont eu l'occasion de participer à divers cours de formation en français de niveau débutant, intermédiaire et avancé. Ces cours étaient donnés par l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard et répartis en quatre cours de six semaines et 13 cours de 10 semaines. Les cours étaient offerts pour les niveaux débutant, intermédiaire et avancé. Pour ce type de formation, 338 inscriptions ont été acceptées, contre 189 en 2023-2024.

Nombre d'inscriptions aux cours semestriels par niveau



Des ateliers thématiques d'une demi-journée ont également été offerts. Les employées et employés pouvaient s'inscrire en fonction de la nature de leur travail ou pour cibler certains objectifs d'apprentissage. Voici les ateliers proposés en 2024-2025 :

- L'art de la communication : faire la différence dans le service aux clients
- Maîtriser la prononciation française grâce au triangle vocalique
- Atelier d'écriture : améliorer ses phrases et éviter les erreurs les plus courantes

Un total de 101 inscriptions ont été acceptées pour ces ateliers

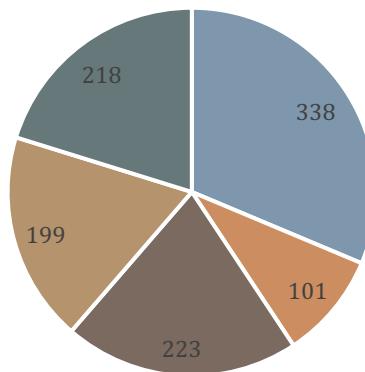
En plus des cours de français plus traditionnels et des ateliers thématiques, la Commission de la fonction publique a offert des abonnements à Babbel aux employées et employés de la fonction publique et de Santé Î.-P.-É. qui sont régulièrement en contact avec le public. Au total, 223 personnes ont saisi cette occasion d'autoapprentissage.

La Commission de la fonction publique a aussi collaboré avec l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard afin d'offrir des groupes de conversation virtuels. Des étudiantes et étudiants et des animatrices et animateurs de l'Université ont animé les séances de 30 et 45 minutes proposées aux employées et employés débutants, intermédiaires ou avancés pour un total de 17 séances par semaine. L'Université a aussi offert un test de niveau pour aider les participantes et participants à choisir le bon groupe en fonction de leur niveau de compétence en français. Il y a eu 218 inscriptions aux groupes de conversation rapporté en 2024-2025.

Une nouveauté en 2024-2025 : les employés ont eu accès à des cours de français à leur rythme sur Moodle. Les cours Moodle offrent plus de 50 heures de matériel d'apprentissage aux niveaux intermédiaire et avancé. Les cours Moodle couvrent des sujets tels que :

- Exercices sur la forme verbale et l'acquisition de vocabulaire
- Consolidation du vocabulaire : Quatre sujets de communication professionnelle

Nombre d'inscriptions par type de formation en français



■ Cours traditionnels ■ Ateliers thématiques ■ Babbel ■ Moodle ■ Groupes de conversation virtuels

« Le programme de formation en français m'a donné une excellente occasion de rafraîchir mes connaissances tirées de l'immersion et de discuter avec d'autres. Réacquérir mes compétences linguistiques m'aidera à offrir un meilleur service aux contribuables francophones. Je recommande fortement aux autres fonctionnaires de profiter de cette occasion précieuse. »

– Ryan Pineau, Commissaire de la taxe provincial au ministère des Finances

Enfin, le Programme d'incitatifs à la formation en français lancé à l'automne 2023 s'est poursuivi en 2024-2025. Le programme a trois principaux objectifs : renforcer la capacité bilingue dans l'ensemble du gouvernement, augmenter les taux d'inscription aux cours de français et augmenter les taux d'achèvement de ces cours. Dans le cadre du programme, les membres de la fonction publique qui suivent une formation en français sont maintenant admissibles à recevoir un incitatif financier à la fin du cours. Ce parcours de formation incite les employées et employés à perfectionner leurs compétences en français en offrant des incitatifs croissant à chaque niveau.

En plus d'encourager l'acquisition de nouvelles compétences en français, le programme d'incitatifs comporte un volet axé sur le maintien des compétences existantes. Le programme de maintien s'adresse aux employées et employés bilingues, notamment les personnes qui ont terminé un programme d'immersion en français et les membres de la communauté acadienne et francophone qui n'ont pas fréquemment l'occasion de parler en français. Les personnes inscrites au programme de maintien devaient participer à dix groupes de conversation virtuels et à deux ateliers d'une demi-journée de leur choix pendant l'exercice 2024-2025 pour avoir droit à un incitatif financier.

LOI SUR LES SERVICES EN FRANÇAIS

Le Programme d'incitatifs à la formation en français continue d'avoir un impact remarquable sur les taux d'inscription et d'achèvement des cours de français. La participation totale aux programmes de formation en langue française a atteint 1079 personnes en 2024-2025, contre 554 en 2023-2024 et 257 en 2022-2023. L'offre de formations supplémentaires telles que les cours Moodle en 2024-2025, ainsi que la poursuite de la pratique consistant à programmer les cours de l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard pendant les heures de travail normales (depuis 2023-2024) ont créé une synergie qui a permis d'obtenir ces résultats.

Un total de 271 versements ont été faits en 2024-2025 dans le cadre du Programme d'incitatifs à la formation en français.

« Le Programme d'incitatifs à la formation en français m'a été bénéfique à bien des égards. Il m'a permis d'améliorer considérablement mes compétences en français, ce qui m'a permis d'avoir des conversations avec d'autres employées et employés francophones et ainsi de nouer des relations et de rencontrer de nouvelles personnes. Il m'a également aidé à retrouver ma confiance pour parler français avec les clients, tout en me laissant espérer une récompense à la fin! J'apprécie énormément ce programme et j'espère qu'il se poursuivra! »

– Emily Allen, conseillère en acquisition de talents à la Commission de la fonction publique.

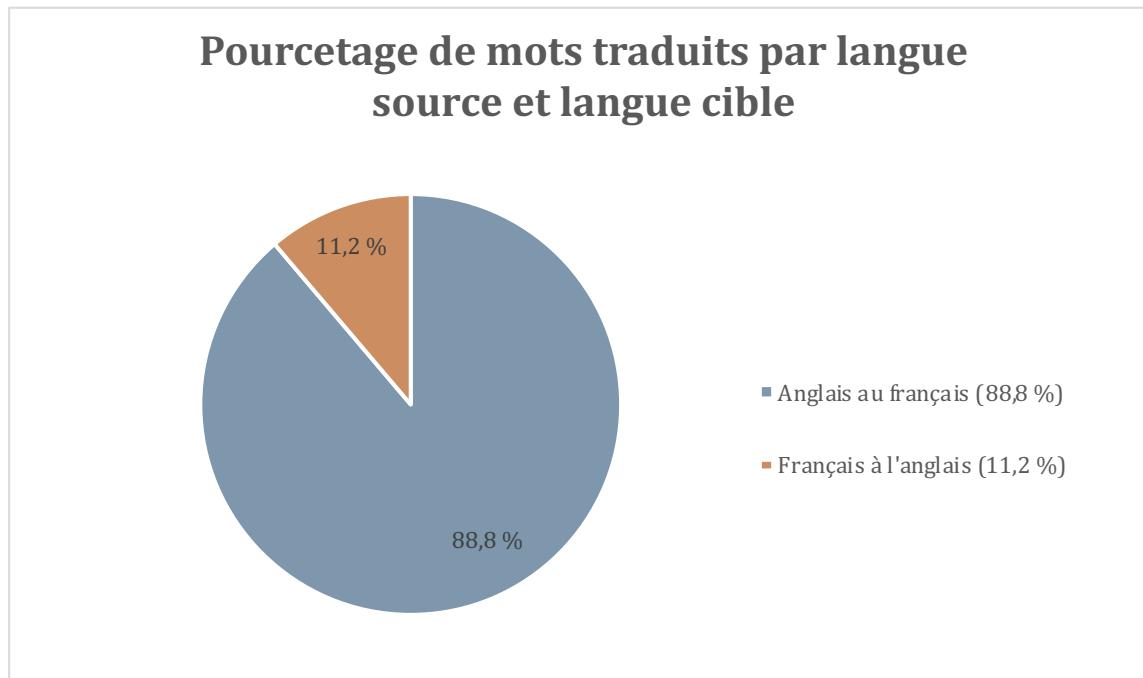
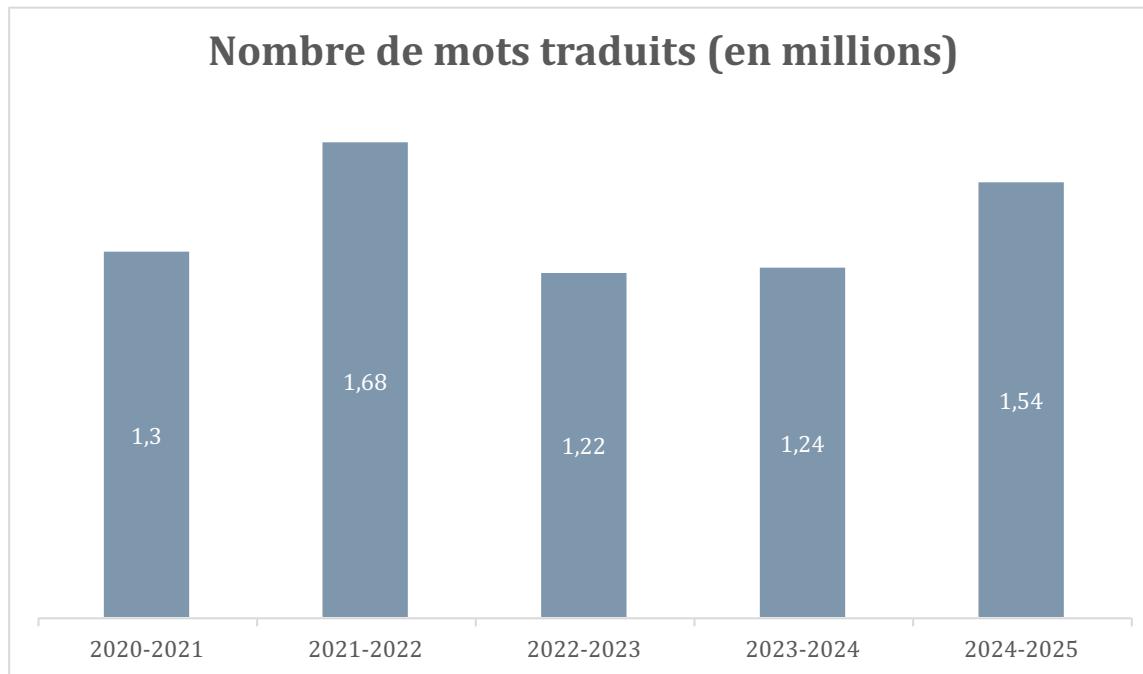
SERVICE DE TRADUCTION

Le Service de traduction du gouvernement provincial joue un rôle clé dans l'offre de services en français par les institutions gouvernementales. En effet, le Service permet aux institutions gouvernementales d'accroître la quantité d'information offerte en français. En 2024-2025, le Service de traduction a traduit 1 537 134 mots, dont 88,8 % de l'anglais vers le français et 11,2 % du français vers l'anglais. Le Service a reçu un total de 2491 demandes de traduction. Le délai d'exécution était inférieur à 48 heures pour plus de 40 % de ces demandes.

De nombreux types de documents sont traduits chaque année, y compris des communiqués, des avis publics, des documents de consultation et des guides sur un large éventail de sujets. Un accent particulier est mis sur la traduction de contenu Web et de documents liés aux priorités de la communauté acadienne et francophone en matière de services en français.

La traduction du français à l'anglais peut être nécessaire lorsque le gouvernement reçoit de la correspondance, des formulaires ou des rapports du public ou d'organismes communautaires francophones de l'Île-du-Prince-Édouard. Il s'agit parfois de traduire des dossiers médicaux créés en français à l'extérieur de la province. De temps à autre, il faut aussi faire traduire du contenu du français vers l'anglais pour appuyer la participation du gouvernement de l'Île aux tables et groupes de travail fédéraux-provinciaux-territoriaux.

LOI SUR LES SERVICES EN FRANÇAIS



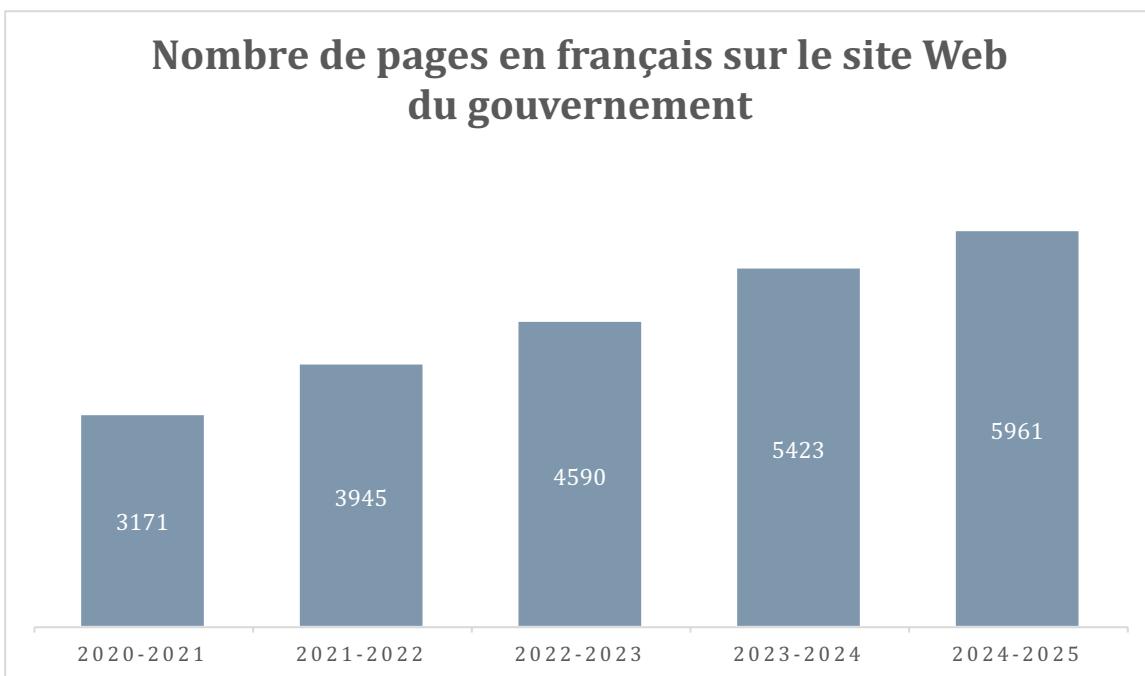
SITE WEB DU GOUVERNEMENT PROVINCIAL

Le site Web du gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard demeure la principale plateforme qui permet d'augmenter l'accès à l'information en français, un secteur prioritaire pour la communauté acadienne et francophone. Le gouvernement s'appuie sur son site Web pour publier des renseignements sur les programmes et services gouvernementaux ainsi que pour donner accès à des services en ligne.

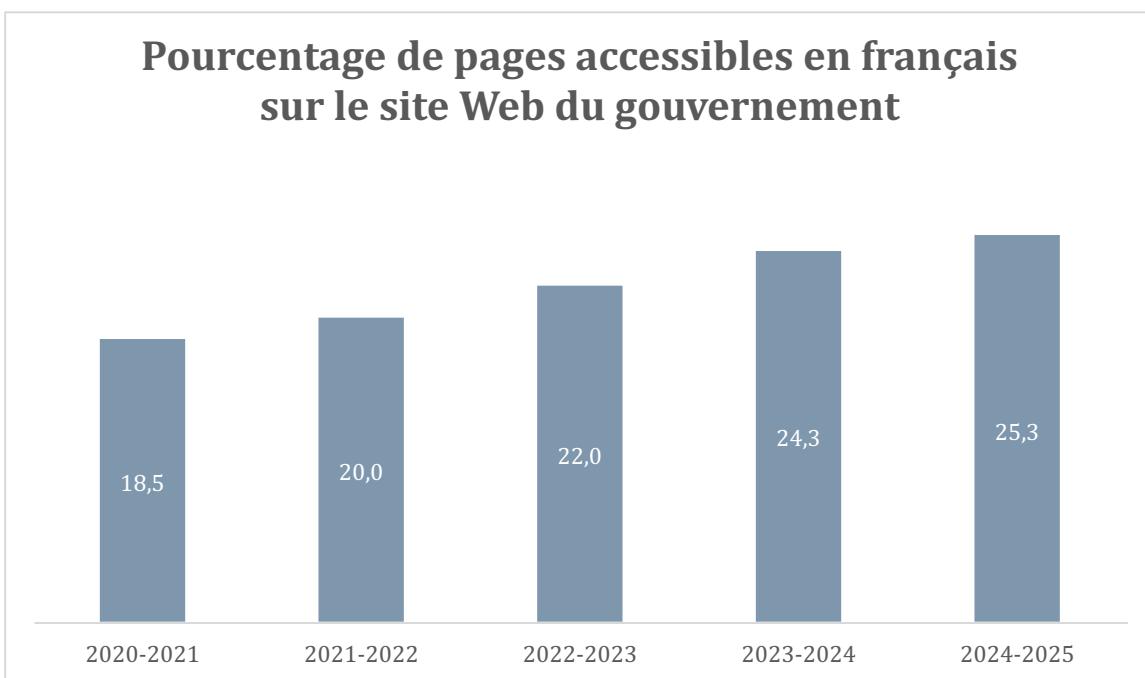
LOI SUR LES SERVICES EN FRANÇAIS

En date du 31 mars 2025, le site Web comptait 5961 pages en français, soit une hausse par rapport aux 5423 pages accessibles en 2023-2024. On dénombrait un total de 23 527 pages Web au 31 mars 2025, ce qui signifie que 25,3 % du site Web était accessible en français à ce moment-là. Le nombre de pages en français a augmenté tant en chiffres absolus qu'en pourcentage du nombre total de pages.

Nombre de pages en français sur le site Web du gouvernement



Pourcentage de pages accessibles en français sur le site Web du gouvernement



LOI SUR LES SERVICES EN FRANÇAIS

Le site Web permet également d'offrir des services en ligne en français. En date du 31 mars 2025, le site Web comptait 204 services en ligne en français, soit une hausse par rapport à 187 services en 2023-2024. Les institutions suivantes ont ajouté de nouveaux services en ligne en français lors de l'exercice visé :

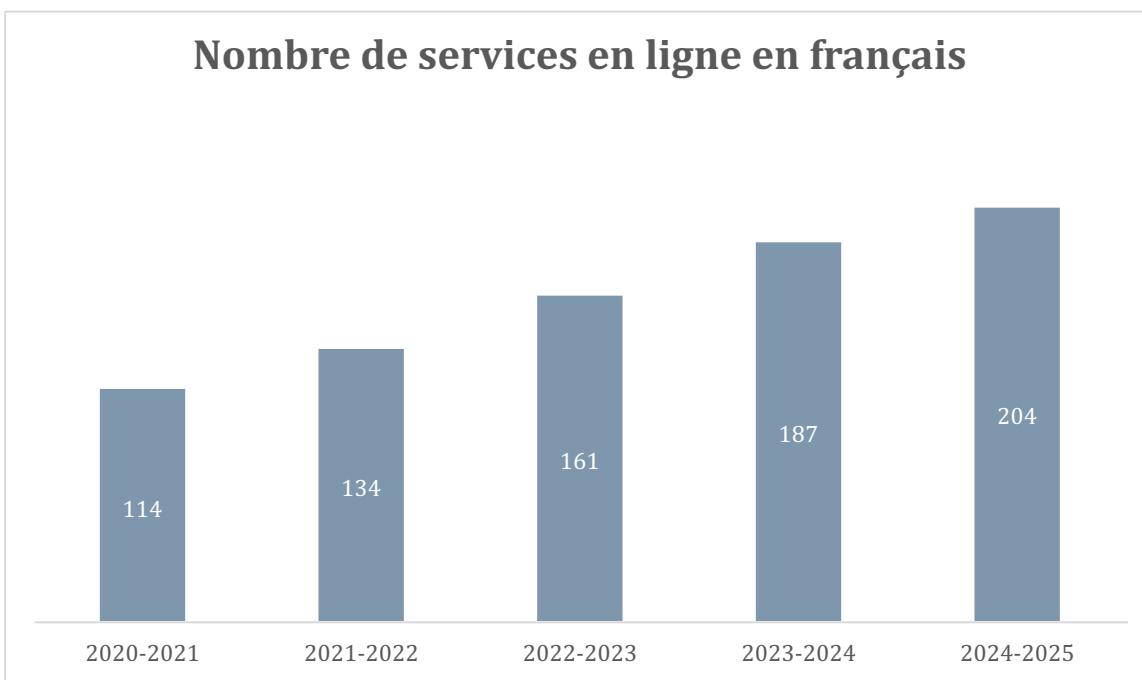
- Ministère de l'Éducation et la Petite enfance
- Ministère de la Santé et du Mieux-être
- Santé Î.-P.-É.
- Ministère de la Main-d'œuvre, des Études supérieures et de la Population
- Bureau du conseil exécutif

Voici certains des services en ligne rendus accessibles en français en 2024-2025 :

- Programme d'intervention-pivot pour les enfants ayant des besoins complexes
- Demander une coloscopie
- Certificat canadien d'éducation des adultes (CCÉA)
- Politique relative à la demande de réexamen d'articles (Service des bibliothèques publiques)

LOI SUR LES SERVICES EN FRANÇAIS

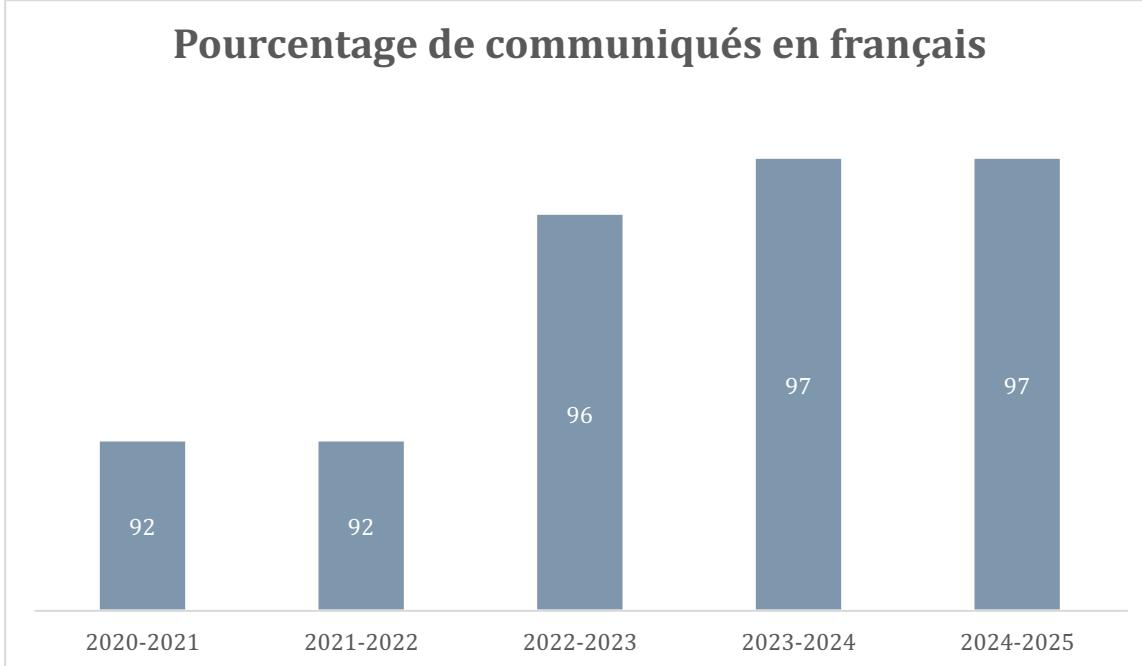
Nombre de services en ligne en français



NOUVELLES DU GOUVERNEMENT EN FRANÇAIS

Au cours de l'exercice 2024-2025, le gouvernement a diffusé 344 communiqués en français sur un total de 355, soit 97 %. Il s'agit du même pourcentage qu'en 2023-2024 et d'une augmentation par rapport aux années précédentes où les pourcentages étaient les suivants : 2022-2023, 96 %; 2021-2022, 92 %; 2020-2021, 92 %. Ces communiqués ont fourni des informations importantes sur les services et les programmes du gouvernement.

Pourcentage de communiqués en français



Prochaines étapes

En poursuivant sa collaboration avec les institutions gouvernementales assujetties à la *Loi*, le Secrétariat aux affaires acadiennes et francophones mettra à profit les progrès réalisés en 2024-2025 pour **désigner d'autres services**. Comme toujours, ces efforts seront motivés à la fois par les priorités de la communauté acadienne et francophone en matière de services et par la capacité du gouvernement.

De plus, afin d'orienter les Insulaires francophones vers la vaste gamme de services en français déjà offerts par le gouvernement provincial et de promouvoir ces services, le Secrétariat créera et pourvoira un poste d'*agente ou agent des services en français* au cours du prochain exercice financier.

Suite au succès de la première édition de la Journée Bonjour en 2024-2025, le Secrétariat organisera une deuxième édition de la **Journée Bonjour** en 2025-2026 dans le but de continuer à aborder le thème de l'insécurité linguistique chez les employées et employés bilingues de la fonction publique et d'encourager la formation en français et les évaluations des compétences en français. La Journée Bonjour jouera également un rôle important dans la poursuite des efforts visant à créer une communauté de pratique solidaire pour les employées et employés qui offrent des services en français et à accroître la capacité du gouvernement à fournir des services aux Insulaires francophones.

Par ailleurs, le Secrétariat poursuivra sa collaboration avec la Commission de la fonction publique afin de mettre en place une **formation sur l'offre active** à l'intention de la fonction publique provinciale. Le programme de formation sur l'offre active vise à doter les employées et employés d'outils et de pratiques exemplaires pour leur permettre de faire l'offre active de services en français. Le lancement est prévu pour 2025-2026.

En 2025-2026, le Secrétariat appuiera le **Comité consultatif de la communauté acadienne et francophone** dans la tenue de la prochaine consultation de la communauté acadienne et francophone sur les priorités en matière de services.

À la suite des négociations entreprises en 2024-2025, une nouvelle version de l'**Accord de coopération et d'échanges entre le Québec et l'Île-du-Prince-Édouard** devrait être finalisée et signée en 2025-2026.

Enfin, le **maintien de canaux de communication ouverts et de relations productives avec la communauté acadienne et francophone de l'Île**, ainsi qu'avec les coordonnatrices et coordonnateurs des services en français, les équipes de prestation des programmes et les cadres des institutions assujetties à la *Loi*, restera essentiel à la réalisation du mandat du Secrétariat.

LOI SUR LES SERVICES EN FRANÇAIS

Coordinnées

Loi sur les services en français

C.P. 58, Wellington (Île-du-Prince-Édouard) C0B 2E0

Téléphone : 902-854-7446

Télécopieur : 902-854-7255

Courriel : bonjour@gov.pe.ca

<https://www.princeedwardisland.ca/en/topic/acadian-and-francophone-affairs>

<https://www.princeedwardisland.ca/fr/sujet/affaires-acadiennes-et-francophones>

*Secrétariat aux affaires acadiennes et francophones
Loi sur les services en français*

RAPPORT ANNUEL

2024-2025

